

NOTE DE CONJONCTURE SOCIÉTALE

DÉBUT 2014 : NE COMPTER QUE SUR SOI

CONFIDENTIEL

Document réservé aux souscripteurs du système d'enquête
« Conditions de vie et aspirations »

Régis Bigot, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Sandra Hoibian, Jörg Müller

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00
Fax 01 40 77 85 09



Table des matières

PRINCIPAUX RÉSULTATS	3
1. PESSIMISME ÉCONOMIQUE RECORD DEPUIS 36 ANS	5
2. LE CHÔMAGE AU PLUS HAUT DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS.....	10
3. GRANDE DÉFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS POLITIQUES.....	13
a) La confiance dans les élites politiques ébranlée	13
b) Les Français attendent un changement radical de société	15
c) Une préférence pour des engagements non politisés	17
d) Le rejet des institutions n'est pas général	19
4. LES FRANÇAIS SONT PARTAGÉS SUR LA QUESTION DU RACISME ET DE L'IMMIGRATION.....	20
a) Les préoccupations relatives à l'immigration repartent à la hausse.....	20
b) 44% des Français se déclarent « racistes »	21
c) L'intégration des immigrés : un sujet qui divise l'opinion publique.....	22
5. LA SOLIDARITÉ MISE À MAL PAR LE CHACUN POUR SOI	25
a) L'idée que les pauvres sont responsables de leur situation gagne encore du terrain	25
b) Les politiques sociales mises en cause.....	26
c) L'attitude à adopter envers les « riches » divise la population.....	28
6. FORTE IMPOPULARITÉ DE L'IMPÔT	29
a) Trois Français sur quatre pensent être perdants de la redistribution	29
b) Méconnaissance de l'utilisation des dépenses publiques.....	31
7. DONNER PLUS DE LIBERTÉS AUX ENTREPRISES	34
a) Regain de confiance dans les entreprises et les banques.....	34
b) Vers plus de libéralisme économique	34
8. L'ATTACHEMENT DE PLUS EN PLUS FORT AU MADE IN FRANCE	36
9. UNE SOCIÉTÉ QUI RESTE EN MOUVEMENT EN MATIÈRE DE MŒURS.....	39
a) Confirmation du soutien au mariage pour tous	39
b) Mouvement en faveur de la résidence alternée	41
c) Le suicide médicalement assisté en débat	42
10. L'ÉTAT DE L'OPINION AU DÉBUT 2014	44
a) L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2014)	46
b) Trente-six ans d'évolution des opinions	49
c) Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes sociodémographiques.....	55

Principaux résultats

L'année 2014 est marquée par sept principaux mouvements d'opinion :

1. Jamais, depuis 36 ans que nous suivons ces indicateurs, les Français n'avaient été aussi **pessimistes quant à l'évolution de leurs conditions de vie**. Les frustrations quant au pouvoir d'achat sont à leur comble et les perspectives sont particulièrement sombres. Le chômage et la pauvreté sont au cœur des inquiétudes de nos concitoyens.
2. La **défiance envers le politique** atteint, elle aussi, des records historiques. Moins d'une personne sur quatre pense que le gouvernement peut résoudre les problèmes auxquels est confrontée la France aujourd'hui, seuls 13% de nos concitoyens ont confiance dans les hommes et femmes politiques et le **souhait de « changements radicaux »** n'a jamais été aussi prégnant.
3. **Le soutien à l'État-Providence chancelle**. Alors que, depuis plus de trente ans, environ deux personnes sur trois avaient tendance à faire preuve de compassion à l'égard des plus démunis tout en soutenant l'utilité des politiques sociales, la critique de leurs effets déresponsabilisants n'a jamais été aussi forte et une majorité de la population estime aujourd'hui que les pouvoirs publics font trop ou suffisamment pour les personnes en difficulté. L'idée que l'État doit redistribuer les richesses entre les riches et les pauvres, qui était partagée par près de trois personnes sur quatre en 2012, n'est plus défendue que par une personne sur deux.
4. Ce mouvement se conjugue avec une **forte impopularité de l'impôt**. Les trois quarts de nos concitoyens s'estiment perdants de la redistribution socio-fiscale. Le consentement à payer l'impôt est fragilisé et, ce qui n'arrange rien, la population méconnaît l'affectation des fonds publics aux services d'intérêt général.
5. **Moins d'État, plus de liberté aux entreprises**. Aujourd'hui, les Français demandent à ce que l'État réglemente moins le fonctionnement des entreprises et leur laisse plus de libertés : la majorité entre ces deux options a changé de camp ; de même, la confiance dans les entreprises et les banques repart nettement à la hausse.

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant 2000 personnes (méthode des quotas). Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2014, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur longue période.

6. **Un attachement de plus en plus fort au *made in France*.** Initiée il y a une quinzaine d'année, la tendance à faire attention à l'origine des produits se poursuit ; malgré la crise, près de deux personnes sur trois sont prêtes à payer plus cher des produits fabriqués en France, à la fois pour soutenir l'emploi, mais aussi parce qu'elles pensent que les produits nationaux sont de meilleure qualité qu'ailleurs.
7. Malgré l'impression que la société se replie sur elle-même, les opinions en matière de mœurs continuent d'évoluer vers **plus de libéralisme** et un **affranchissement des cadres traditionalistes** : aspiration croissante à une égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, désacralisation du mariage, défense de la résidence alternée des enfants de parents séparés, mariage pour tous, liberté de choisir de quitter la vie en cas de maladie incurable.

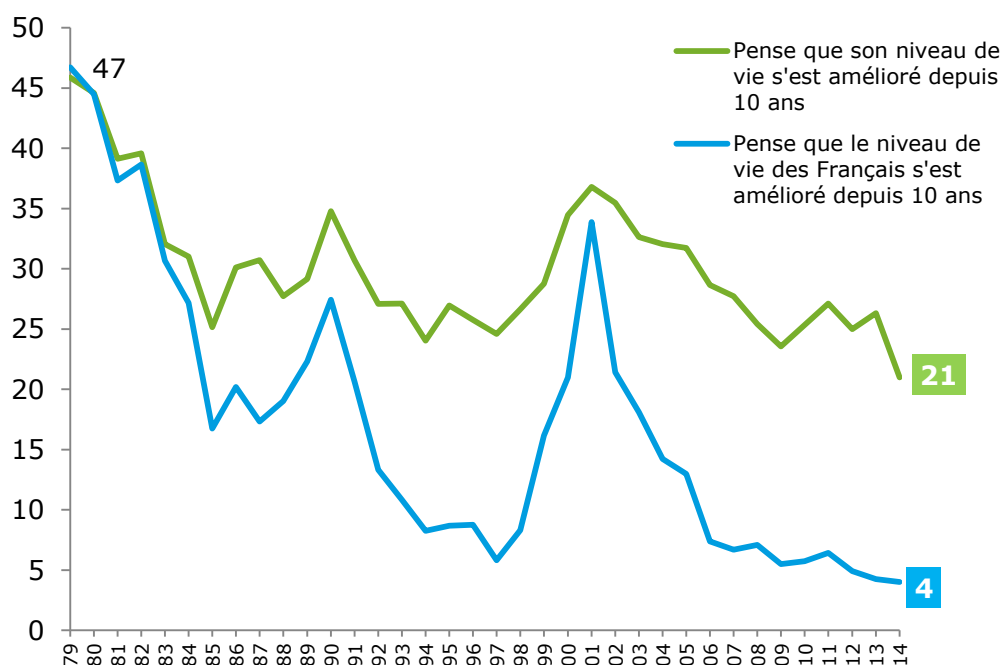
Stressés par la crise, n'ayant plus confiance dans les institutions, les Français tendent à **s'affranchir du collectif** et à **ne compter que sur eux-mêmes**. Point alors une **aspiration à plus de liberté dans tous les domaines** : politique, économique, social et en matière de mœurs.

1. Pessimisme économique record depuis 36 ans

Depuis que nous suivons les tendances sociétales grâce à notre enquête, jamais les Français n'ont porté un regard aussi pessimiste sur la société dans laquelle ils évoluent : seuls 4% de nos concitoyens estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré depuis 10 ans. Et la vision qu'ont les Français de l'évolution récente de leur niveau de vie est tout aussi dégradée. Cette année, seule une personne sur cinq (21%, -5 points en un an) a l'impression de bien se tirer d'affaires ; jamais cette proportion n'a été aussi faible.

Graphique 1 – Pessimisme record, tant d'un point de vue personnel que collectif

Proportion d'individus qui pensent que leur niveau de vie s'est amélioré au cours des 10 dernières années et
Proportion d'individus qui pensent le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est amélioré (en %)



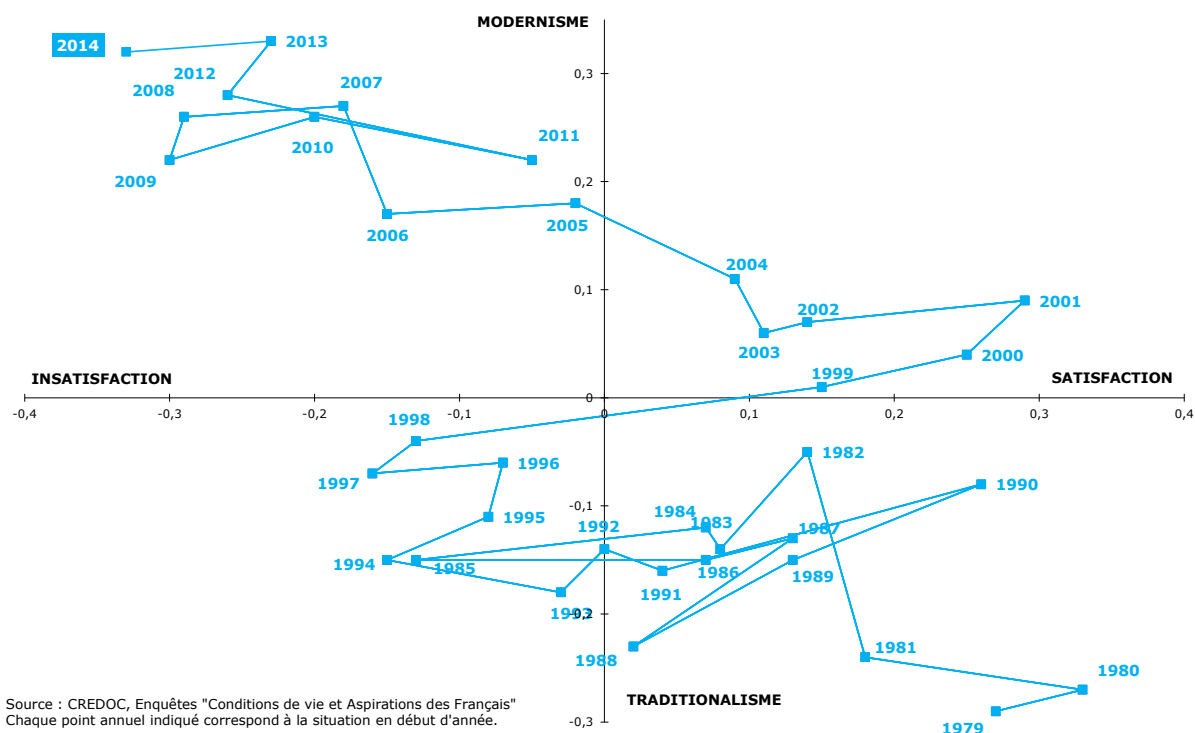
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Le plongeon général dans la morosité s'est doublé d'une déconnexion entre les représentations individuelles et collectives qui, au début des années 80 ou des années 2000, coïncidaient presque. Les Français estiment de plus en plus souvent que leur niveau de vie personnel s'est dégradé, mais ils portent un jugement encore plus noir sur la situation globale. Pour illustrer cet extrême mécontentement, observons l'Espace Général des Opinions des Français, construction originale du CREDOC réalisée à partir d'une vingtaine de questions posées à l'identique au cours des 36 dernières années¹. La carte suivante permet de résumer, en un seul coup d'œil, deux types de phénomènes sociétaux : la satisfaction plus ou moins grande de l'opinion à l'égard de son niveau de

¹ Voir page 41 pour le détail de la construction de l'espace des opinions des Français.

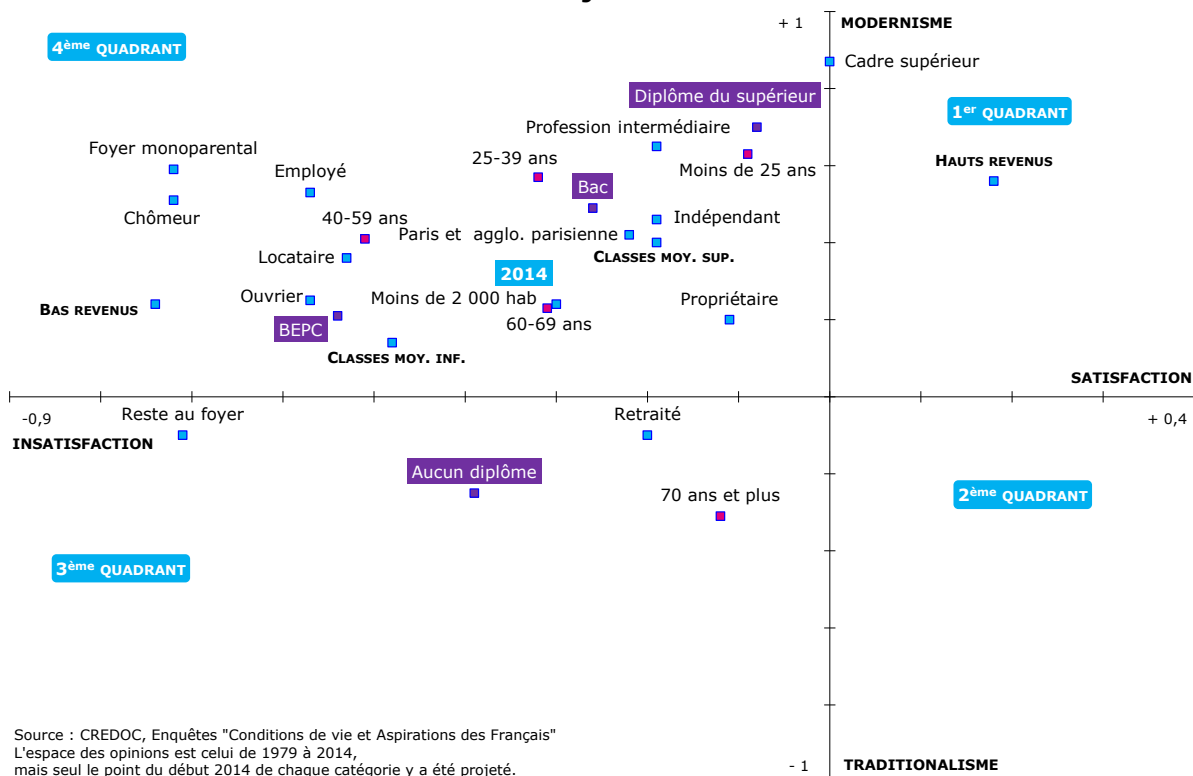
vie et le modernisme ou le traditionalisme en matière de mœurs. **L'année 2014 est positionnée très à gauche sur le plan, témoignant d'un niveau d'insatisfaction record.**

Graphique 2 - Position de chaque année dans l'espace des opinions des Français : 2014 témoigne du moral le plus dégradé jamais enregistré depuis 36 ans

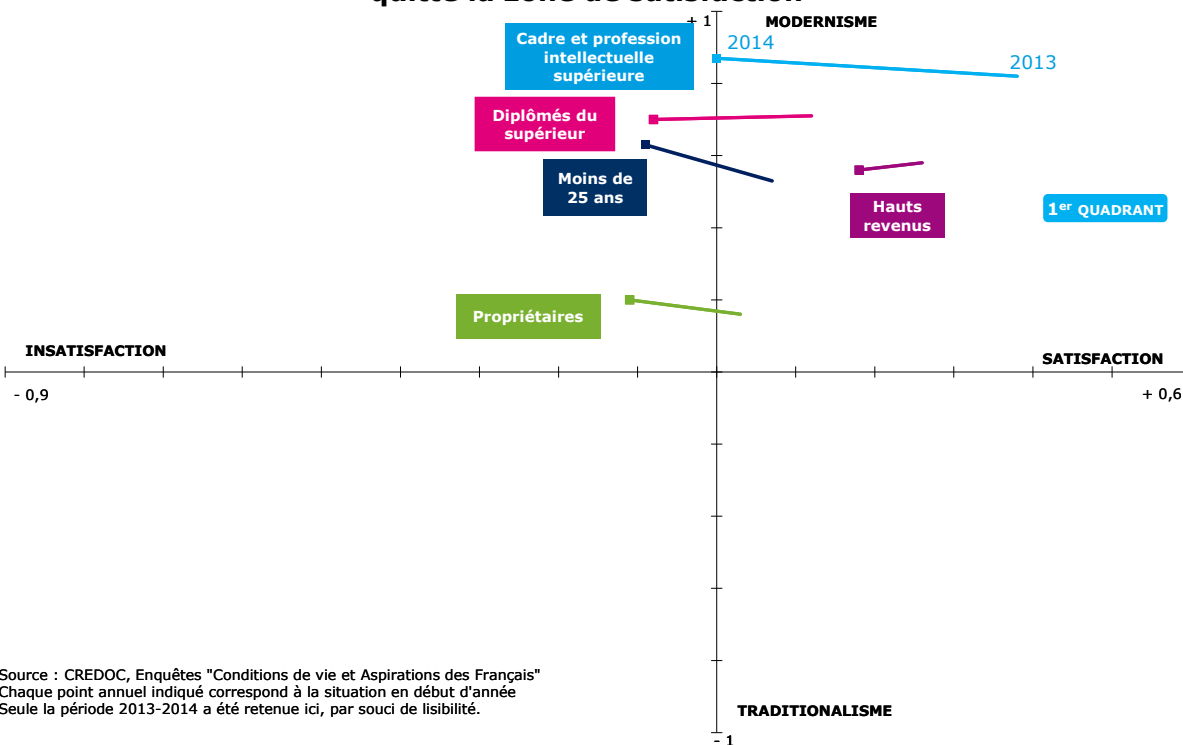


Autre illustration de cette extrême morosité ambiante : on ne compte plus qu'**un seul groupe social – les hauts revenus** – qui soit positionné, cette année, **dans la zone de satisfaction**. Pour mémoire, en 2013, s'y trouvaient également les diplômés du supérieur, les moins de 25 ans, les personnes propriétaires de leur logement et les cadres supérieurs. Ces derniers se trouvent en 2014 juste à la lisière, sur l'axe vertical.

Graphique 3 - Position des différents groupes sociaux dans l'espace des opinions des Français en 2014 : seuls les hauts revenus tirent leur épingle du jeu



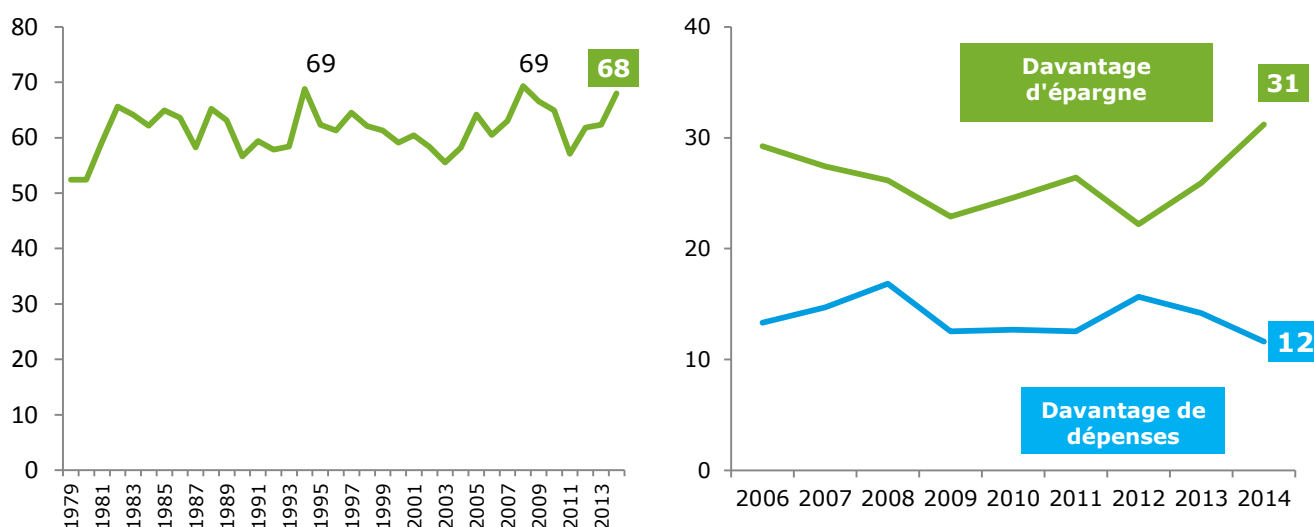
Graphique 4 - En un an, les plus diplômés, les jeunes et les propriétaires ont quitté la zone de satisfaction



L'autre point de tension majeur que l'on évoquera concerne **le niveau de restrictions budgétaires**, en nette hausse cette année (68%, +6 points), très proche du niveau record de 69% (enregistré en 1994 et 2008). Les frustrations à l'égard du pouvoir d'achat promettent d'être particulièrement criantes cette année. Paradoxalement, une proportion élevée de nos concitoyens envisagent de **mettre de l'argent de côté** dans les mois à venir (31%, Graphique 5). Difficile de dire s'il s'agit d'un mécanisme d'épargne de précaution à court terme plutôt ou de prévoyance à long terme : d'un point de vue macroéconomique, on pense bien évidemment à la constitution d'une épargne de précaution induite par le prolongement de la crise ; mais d'un point de vue micro-économique, on constate que les personnes qui souhaitent mettre de l'argent de côté dans les prochains mois sont plutôt des jeunes actifs célibataires sans enfant, disposant de revenus confortables, ayant peu de charges de logement et qui mettent de l'argent de côté en vue de projets à moyen/long terme.

Graphique 5 – Un niveau très élevé de restrictions budgétaires entretenu par un besoin d'épargne inédit ?

Proportion d'individus qui sont obligés de s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget et d'individus qui pensent davantage épargner ou davantage dépenser dans les 12 prochains mois (en %)

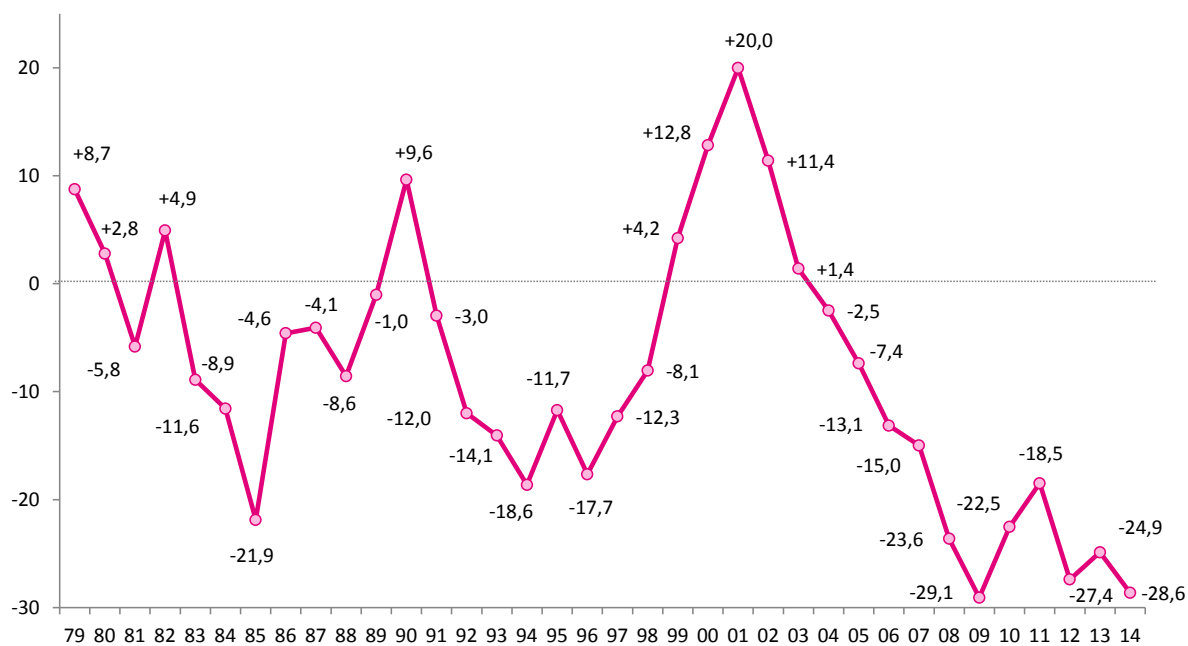


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Dans ce contexte, impossible de discerner la moindre lueur d'espoir. Ainsi, quand on étudie la situation sous un autre angle, à partir d'un « **indicateur résumé du moral de la population** », qui intègre une dimension prospective (comment les Français imaginent-ils l'évolution de leurs conditions de vie dans les cinq prochaines années ?), on constate **une nouvelle dégradation**, qui efface la timide reprise amorcée l'an dernier (Graphique 6). On n'est qu'à ½ point du record historique enregistré en 2009.

Graphique 6 – Le rebond espéré l’an dernier n’est pas confirmé

Indicateur résumé du moral de la population*



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

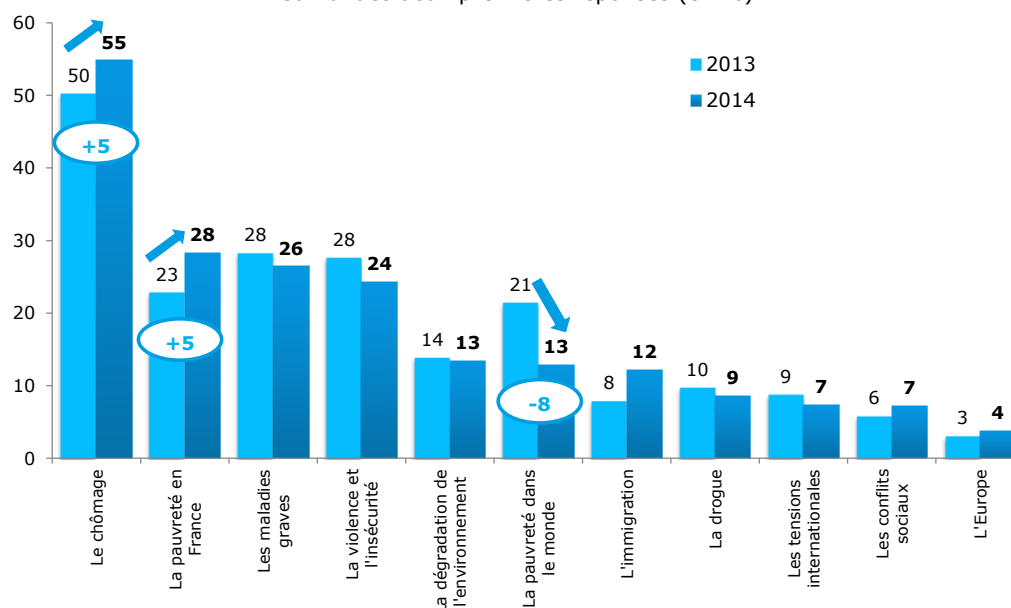
2. Le chômage au plus haut dans les préoccupations des Français

Le chômage est, de très loin, la principale préoccupation des Français : plus d'une personne sur deux (55%) cite ce problème comme l'un des deux sujets qui le soucient le plus. Ce thème prédomine plus encore que l'an dernier (+ 5 points), reléguant à l'arrière-plan toutes les autres questions de société. La pauvreté en France grimpe elle aussi tandis que la pauvreté dans le monde recule.

Graphique 7 - Le chômage est, de très loin, la première préoccupation des Français

« Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? (en %) »

Cumul des deux premières réponses (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Tableau 1- Les préoccupations des Français à travers le temps

« Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? (en %) »

Cumul des deux premières réponses (en %)

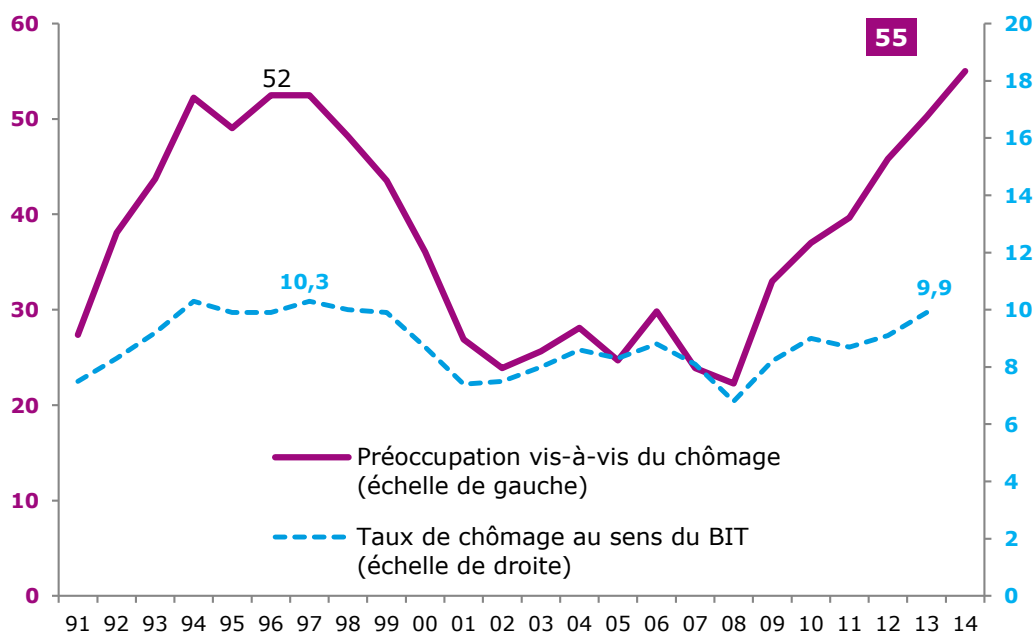
Années	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	Δ
Chômage	27	38	44	52	49	52	52	48	44	36	27	24	26	28	25	30	24	22	33	37	40	46	50	55	+ 5
Pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	23	24	25	21	19	22	24	28	32	32	32	32	29	31	31	23	28	+ 5
Maladies graves	28	28	29	26	30	29	26	28	30	33	38	31	30	39	33	29	32	33	33	32	29	32	28	26	- 2
Violence et insécurité ...	23	20	16	20	22	18	25	29	33	27	38	48	35	32	31	28	29	26	21	22	27	23	28	24	- 4
Dégrad. environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	17	16	14	13	- 1
Pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	20	18	21	13	- 8
Immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	7	6	8	12	+ 4
Drogue	37	34	30	28	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	10	7	10	9	- 1
Tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	9	10	9	7	- 2
Conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	7	5	6	7	+ 1
Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	2	5	3	4	+ 1

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets. Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2013 et 2014.

S'agissant du chômage, on retrouve la situation des années 1993-1996, peut-être **plus exacerbée encore** car l'inquiétude est plus prononcée, face à un taux de chômage pourtant légèrement moindre (Graphique 8). En 2014, dans tous les groupes, au moins une personne sur deux est inquiète du chômage (et jusqu'à 62% des ouvriers ou des jeunes) : c'est la préoccupation n°1 dans toutes les franges du corps social.

Graphique 8- L'inquiétude pour le chômage, au plus haut, traverse l'ensemble du corps social (en %)

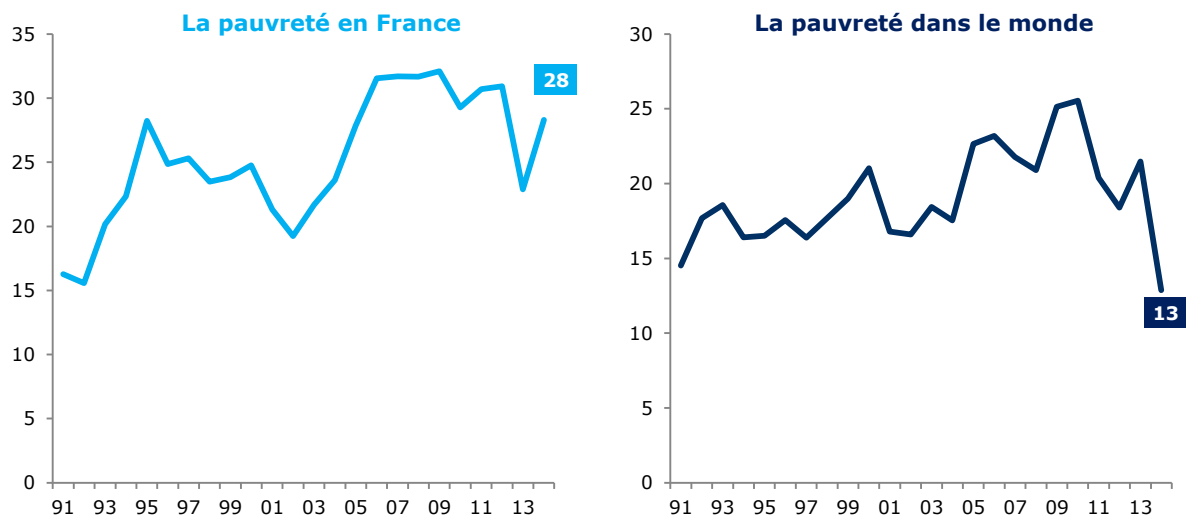


Sources : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », INSEE, taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine, au 1^{er} trimestre de chaque année

La pauvreté en France arrive au second rang des préoccupations, avec un taux de citations deux fois moins élevé (28%, + 5 points). Nous nous étonnions l'an dernier du découplage en train de s'opérer dans l'opinion entre la peur du chômage et la peur de la pauvreté. Cette anomalie s'est un peu résorbée ; mais il faut noter que la hausse de l'intérêt pour le traitement de la pauvreté en France se fait **au détriment de la pauvreté dans le monde**, jamais aussi peu mise en avant par nos concitoyens (13%, Graphique 9).

Graphique 9 - La pauvreté en France suscite deux fois moins d'intérêt que le chômage ; la pauvreté dans le monde n'a jamais été aussi peu citée

Proportion d'individus citant l'un de ces thèmes parmi les deux qui les préoccupent le plus (en %)

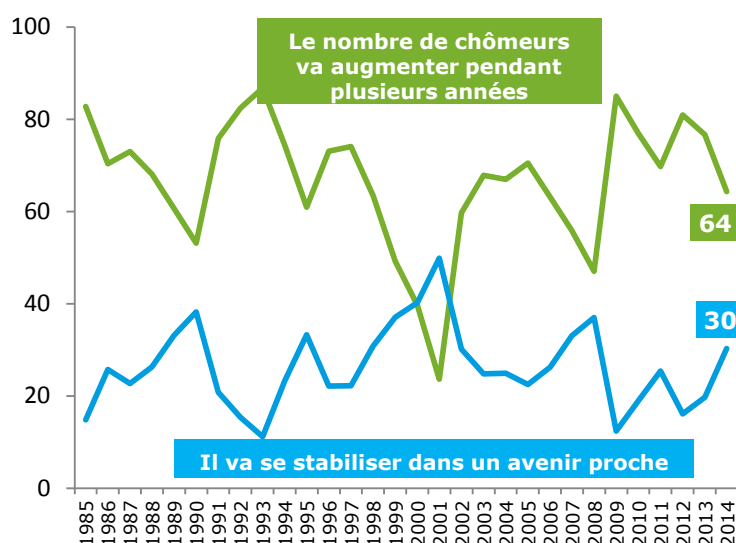


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Le poids du chômage dans les inquiétudes doit pourtant être **relativisé**. En effet, la proportion d'individus qui pensent que le chômage va se stabiliser dans un avenir proche augmente de +10 points cette année. Le sentiment que le chômage va augmenter domine encore (près de deux personnes sur trois croient toujours à une hausse persistante), mais de manière moins nette.

Graphique 10 - L'idée que le nombre de chômeurs se stabilise dans un avenir proche gagne 10 points

Proportion d'individus qui pensent que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années et proportion d'individus qui pensent qu'il va se stabiliser (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

3. Grande défiance envers les institutions politiques

Le 21 avril 2002 est le moment charnière de ce que les sciences politiques appellent « l'ère du nouveau désordre électoral ». Cette nouvelle ère serait marquée par une population potentiellement intéressée par la politique mais fortement abstentionniste, par une méfiance vis-à-vis des élites politiques et un déclin de la confiance institutionnelle conjugués au rythme des protestations sociales parfois violentes². Notre enquête confirme la montée du radicalisme, une défiance croissante vis-à-vis des institutions, qui atteint son paroxysme en 2014.

a) La confiance dans les élites politiques ébranlée

Porter un regard critique sur les élites politiques est propre aux régimes démocratiques. Il en constitue aussi bien un principe de fonctionnement qu'un élément de sa légitimité. En effet, à la différence des régimes autoritaires, les sociétés démocratiques instaurent une compétition entre les élites politiques et, ce faisant, favorisent la suspicion et la critique que l'on peut nourrir à leur égard. « Critiquer les élites et les mettre en compétition », tel est le credo d'une démocratie fonctionnant. Par voie de conséquence, l'image des élites politiques canalise les protestations sociales et condense les critiques. Il est donc difficile pour ce groupe de jouir d'une popularité sans faille. Toutefois, on peut préciser que si **cette défiance « naturelle » à l'égard des élites politiques devient trop importante, c'est la légitimité même d'un régime politique qui souffre**³. Même s'il n'y pas de seuil critique à proprement parler à partir duquel un régime politique basculerait dans la crise de légitimité, l'observation de l'évolution sur le long terme permet de jauger et de comprendre au mieux l'état de santé de la démocratie.

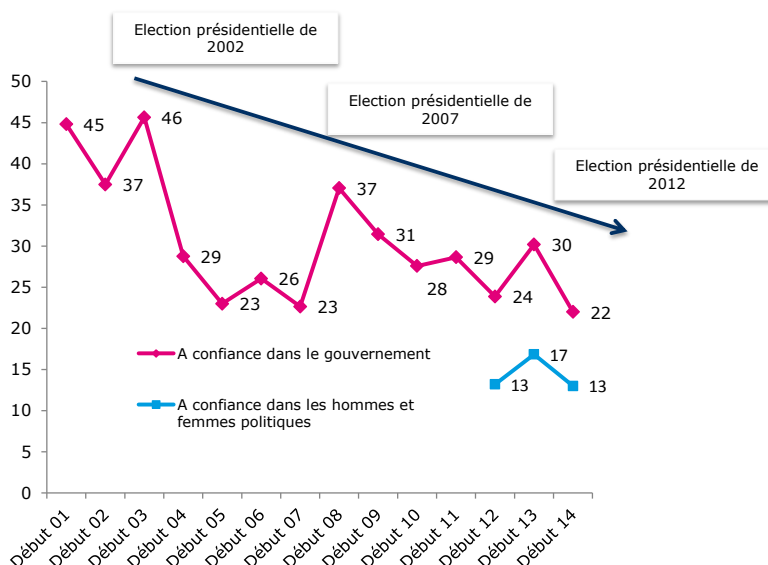
Force est de constater **que depuis le début des années 2000, la proportion de personnes ayant une image positive du gouvernement ne cesse de diminuer**. Au début 2001, 45% des Français accordaient leur confiance au gouvernement, contre 22% aujourd'hui. De surcroît, nos concitoyens ne sont que 13% à faire confiance aux hommes et aux femmes politiques. La méfiance croissante vis-à-vis des représentants politiques ne date donc pas d'aujourd'hui mais s'inscrit dans une tendance de long terme. Seules les échéances électorales semblent interrompre cette évolution négative. En particulier,

² Voir par exemple Pierre Bréchon, « Crise de la confiance dans les élites politiques », In Bruno Cautrés, Nonna Meyer, *Nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

³ L'inquiétude pour la démocratie, liées à des critiques trop fortes de citoyens exigeants et déçus, ont été exprimées dans plusieurs ouvrages récents de la littérature politologique : Joseph Nye, Philip Zelikow, David King, *Why people don't trust government*, Cambridge University Press, 1997 ; Pippa Norris, *Democratic deficit : critical citizens revisited*, Cambridge University Press, 2011.

les élections présidentielles inversent la courbe en provoquant un sursaut d'espoir. Toutefois, même si les taux de confiance progressent lors de chaque scrutin, l'état de grâce n'est que de courte durée et l'opinion se rétracte de plus en plus vite.

Graphique 11 - Proportion de personnes ayant confiance dans le gouvernement et dans les hommes et femmes politiques (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

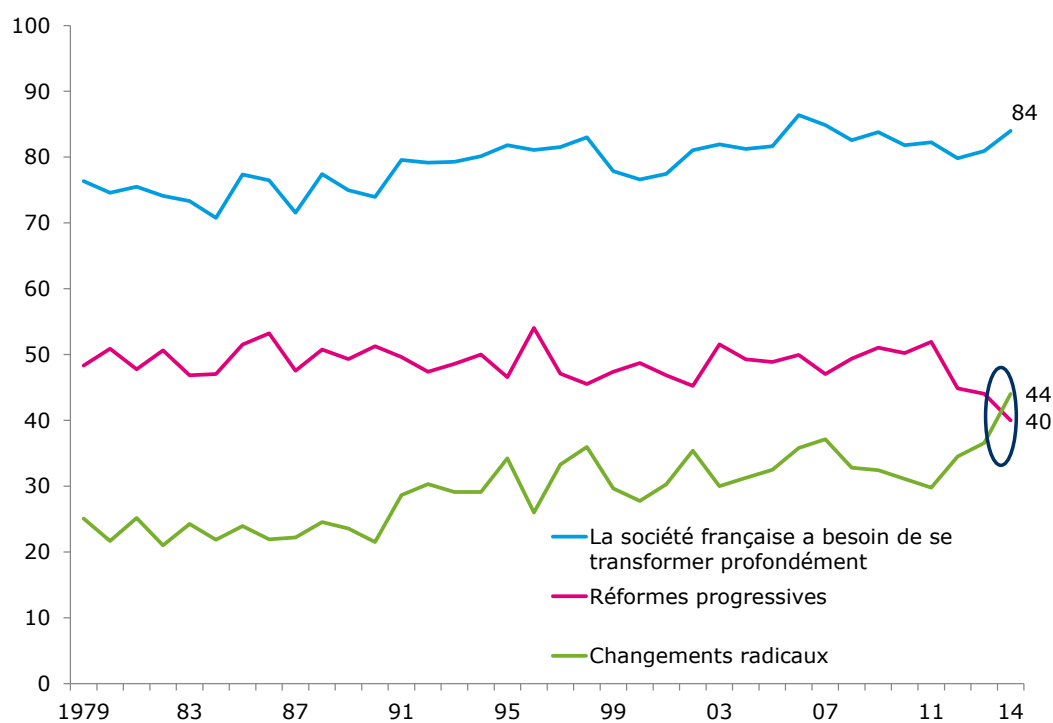
Quoi qu'il en soit, le sentiment de défiance à l'égard des élites politiques n'est qu'un aspect d'une contestation plus large des institutions du régime démocratique. Le « Baromètre de la confiance politique » du CEVIPOF enregistre aussi une hausse du mécontentement à l'égard du fonctionnement de la démocratie en France. Aujourd'hui environ sept Français sur dix considèrent que celle-ci ne fonctionne pas très bien⁴. En outre, les scores des partis politiques protestataires (extrême droite, extrême gauche) aux dernières élections législatives, présidentielles et municipales sont un témoignage du fossé qui s'est creusé entre l'opinion et nos gouvernants. En effet, la montée des extrêmes a atteint un niveau inégalé sous la Vème République lors du premier tour des élections présidentielles de 2012, avec 17,9% pour le Front National et 11,1% pour le Front de gauche. Une proportion grandissante de population se laisse alors séduire par un discours antisystème qui tient les « élites technocratiques proches du pouvoir » pour principaux responsables du malaise économique et social et qui fait du changement radical son mot d'ordre.

⁴ CEVIPOF, « Baromètre de la confiance politique », 5^{ème} vague, résultats début 2014 : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/les-resultats-vague-5-janvier-2014/>

b) Les Français attendent un changement radical de société

Certes, depuis longtemps le réformisme est une idée partagée par une grande partie de nos concitoyens, mais l'ardeur du radicalisme avec lequel cette transformation sociale devrait être mise en œuvre est nouvelle. En effet, déjà en 2009, 84% des Français considéraient que « la société [avait] besoin de se transformer en profondeur ». Sur le long terme la proportion de personnes qui préconisent une transformation substantielle n'évolue que très peu. Cependant, depuis la fin des années 1990 la proportion de personnes préconisant un changement radical de société ne cesse d'augmenter. L'accélération de cette tendance est particulièrement marquée depuis 2011. **Avec 44% des suffrages, le radicalisme atteint, aujourd'hui, le niveau le plus haut jamais mesuré** (+14 points entre 2011 et 2014).

Graphique 12 – Pensez-vous que la société a besoin de se transformer profondément et si oui, quel type de réformes souhaitez-vous ? (en %)



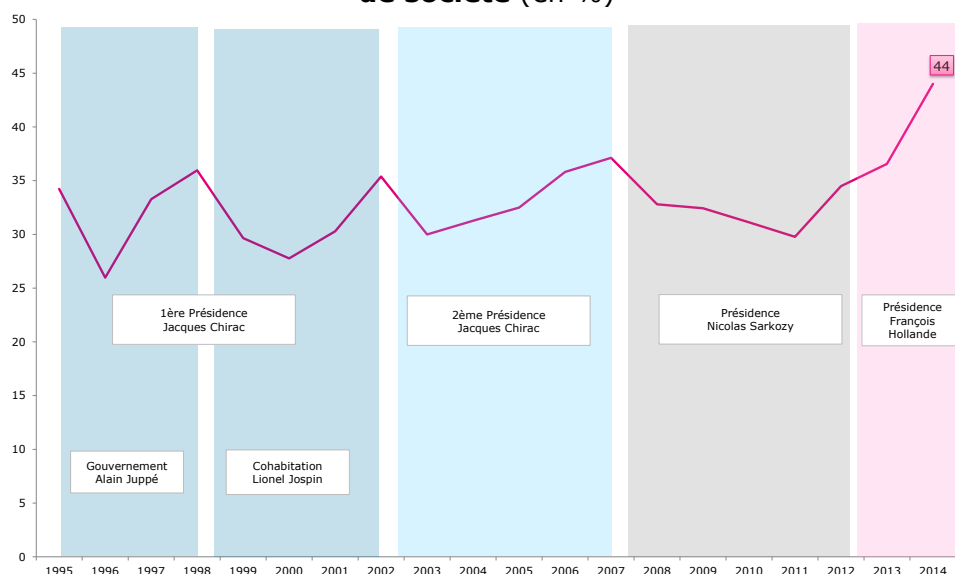
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Des travaux de sociologie électorale ont montré que le rythme et l'intensité avec laquelle l'opinion publique réclame des changements dépendent beaucoup du calendrier électoral⁵. En résumé, les grands scrutins nationaux — notamment l'élection présidentielle — stimulent d'abord le radicalisme avant d'apaiser ces revendications. Cet effet mécanique ressort en filigrane de notre enquête : dans l'année qui suit le scrutin de

⁵ Cf. Daniel Gaxie, *Explication du vote: Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1985 ; Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP/ DALLOZ, 1991, en particulier le chapitre sur la dynamique des mobilisations p. 294 et suiv. ; Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 10^{ème} édition, 2011, en particulier le chapitre sur le vote p. 283 et suiv.

1995, la proportion de personnes qui souhaitent un changement radical recule de -8 points ; entre 2002 et 2003 on observe une diminution de -5 points et entre 2007 et 2008 de -4 points. Cependant, l'élection de 2012 constitue une exception à la règle dans la mesure où elle n'a pas inversé la courbe du radicalisme politique. Au contraire, depuis 2012, le radicalisme a progressé de +10 points. Il semblerait donc que « **l'alternance politique** » ne joue plus le rôle pacificateur qu'elle jouait auparavant.

Graphique 13 – Proportion de personnes qui souhaitent un changement radical de société (en %)

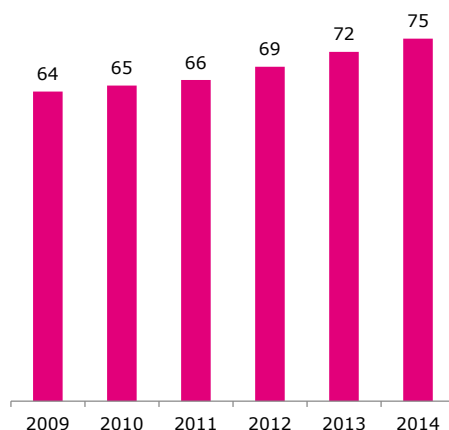


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Toutefois, l'explication de la radicalisation de la société française n'est certainement pas mono-causale. L'analyse longitudinale montre, par ailleurs, un lien entre conjoncture économique et radicalisme. On observe par exemple que la première forte poussée du radicalisme est concomitante à la crise économique du début des années 1990. Aujourd'hui, la persistance de la crise qui se traduit pour beaucoup de nos concitoyens par une expérience directe ou indirecte du chômage, une crainte de déclassement social ou encore un sentiment de précarité financière et sociale nourrissent le sentiment d'impuissance des pouvoirs publics face à la situation économique actuelle et font apparaître la piste du changement radical comme seule issue possible.

Un changement radical qui s'accompagne, pour une proportion croissante de nos concitoyens, par un renforcement d'une **demande d'ordre** et, corrélativement, d'une moindre demande de libertés. Aujourd'hui, trois quarts des Français pensent que la société a besoin de plus d'ordre pour mieux fonctionner, contre 64% il y cinq ans.

Graphique 14 – Proportion de personnes qui pensent que la société française a besoin de plus d'ordre (vs. plus de liberté) pour mieux fonctionner (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

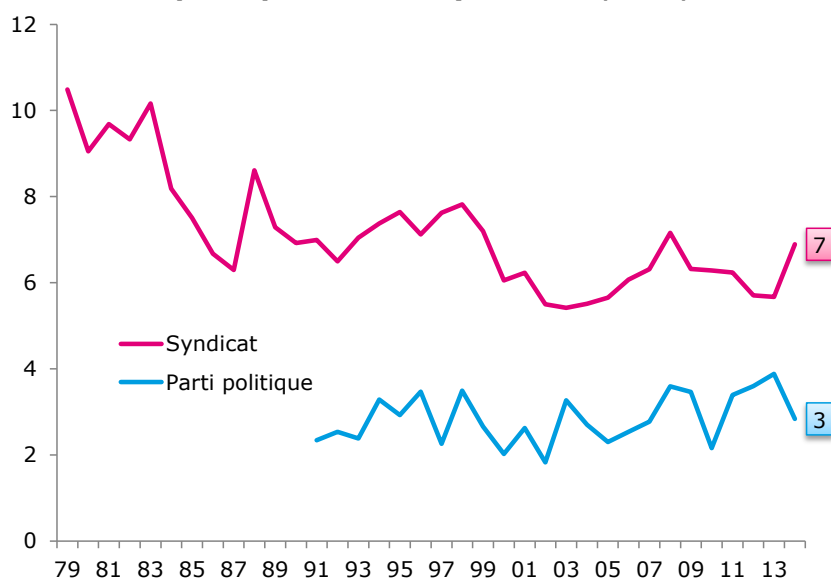
Au final, l'opinion publique formule une demande double. Elle aspire à la fois à un changement d'orientation politique et sociétale radical mais souhaite simultanément que ce changement soit **encadré et régulé**.

c) Une préférence pour des engagements non politisés

Interroger les formes du lien politique offre un cadre d'analyse plus large permettant de préciser les différents aspects de la relation entre nos concitoyens et le monde institutionnel et politique. Face à une méfiance à l'égard du politique, on peut se poser la question de l'engagement politique ou plus généralement celle du degré de politisation. La méfiance institutionnelle se traduit-elle par un moindre intérêt pour la politique et pour un abandon des formes conventionnelles de participation au jeu politique ?

L'engagement militant ou partisan figure parmi les indicateurs les plus classiques permettant de jauger le degré de politisation d'un individu. Alors que la proportion de personnes qui sont membre déclaré d'un parti politique oscille à un niveau très bas (entre 2% et 4% au cours des vingt-cinq dernières années), le niveau de syndicalisation est tendanciellement en baisse depuis 1979 (10%, contre 7% aujourd'hui).

Graphique 15 – Proportion de personnes qui indiquent être membre d'un parti politique ou d'un syndicat ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La prise de distance des Français à l'égard du politique est également mesurée dans d'autres enquêtes. De l'Eurobaromètre qui observe une diminution de l'intérêt pour la politique nationale et européenne⁶ au baromètre politique du CEVIPOF qui dénote une panne de « l'implication des Français à l'égard du système politique »⁷, force est de constater que **la rupture entre les institutions politiques et leurs administrés est consommée.**

Par contraste, **l'engagement associatif** ou encore la confiance dans les associations ne connaît pas le même sort que le militantisme syndical et partisan. Aujourd'hui, 82% de nos concitoyens font confiance aux associations et un peu plus d'un Français sur dix est membre d'une association humanitaire, sociale ou sanitaire. Il est notable que les taux d'adhésion et de soutien aux associations sont restés stables au cours des cinq dernières années.

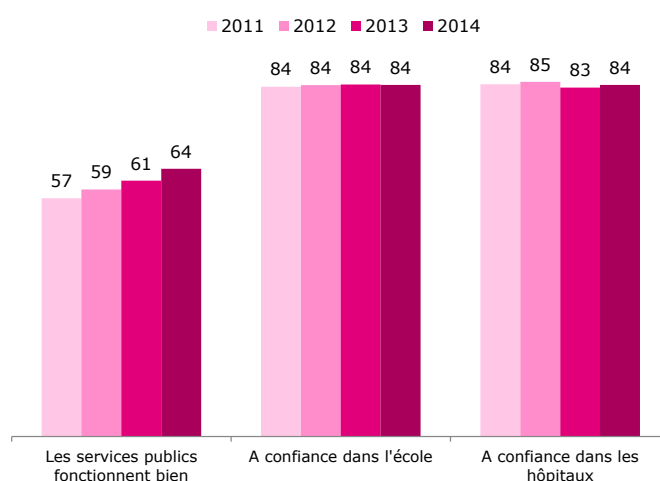
⁶ Eurobaromètre, EB Standard 80 automne 2013, *L'opinion publique dans l'Union européenne*, décembre 2013, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb80/eb80_first_fr.pdf

⁷ Cf. Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Ciche, *Le rapport à la politique des Français*, CEVIPOF-BPF (2006-2007), http://www.cevipof.com/bpf/barometre/vague1/synthese/BPF-V1_R03_DB-BC-JC.pdf

d) Le rejet des institutions n'est pas général

Même si les Français se méfient des élites politiques et des institutions qui les incarnent (le gouvernement), **leur attachement à d'autres institutions de l'État reste intact**. Certes, au fil des années, le chômage et le sentiment d'un accroissement des inégalités ont entamé l'image d'un État tout puissant, mais quelques institutions – notamment celles qui incarnent le modèle social français – restent relativement préservées. Aujourd'hui, 84% de nos concitoyens font confiance aux écoles et aux hôpitaux. L'estime que portent les Français à l'égard de ces deux institutions ne fléchit pas au fil du temps, probablement parce qu'elles incarnent le mieux les vertus protectrices de l'État providence qui ont permis une meilleure résistance aux effets de la crise que certains systèmes plus libéraux. La légitimité de l'État se reflète aussi dans l'approbation du fonctionnement des services publics. Aujourd'hui, 64% des Français considèrent que les services publics fonctionnent bien (+3 points par rapport à 2013 et +7 points par rapport à 2011). En somme, l'idée selon laquelle les services publics jouent un rôle positif dans le développement et la protection des individus reste répandue.

Graphique 16 – Proportion de personnes qui pensent que les services publics fonctionnent bien et qui font confiance aux écoles et aux hôpitaux (en %)



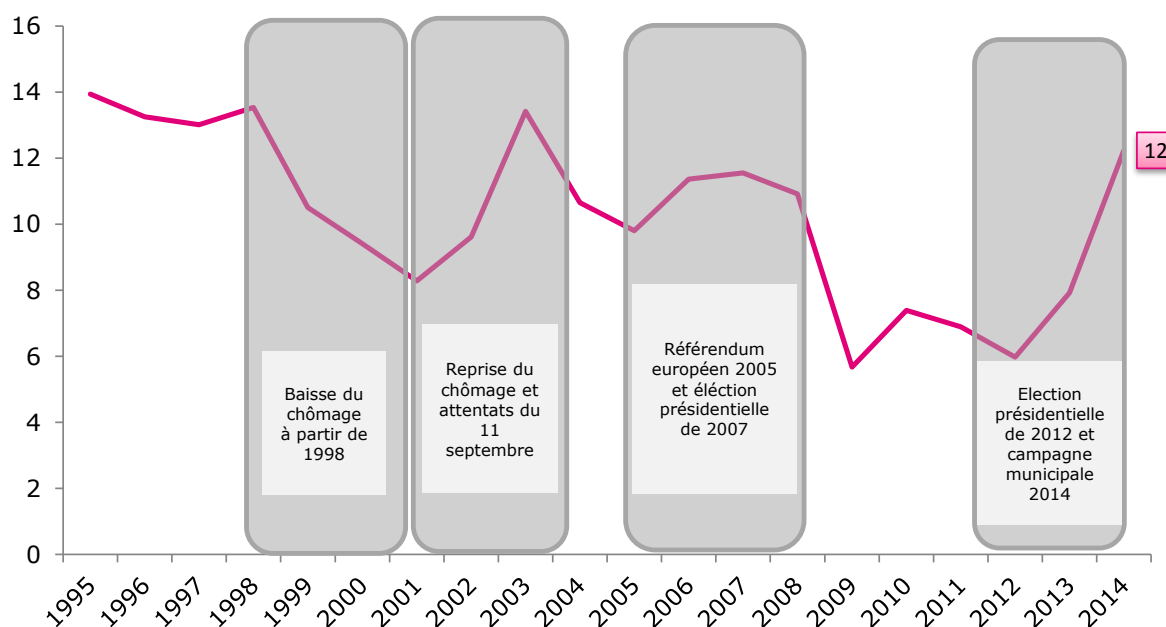
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

4. Les Français sont partagés sur la question du racisme et de l'immigration

a) Les préoccupations relatives à l'immigration repartent à la hausse

Nous avons évoqué ce résultat plus haut sans nous y attarder : en même temps que les Français se préoccupent davantage du chômage et de la pauvreté en France, **la question de l'immigration refait surface**. La proportion de personnes qui citent comme principale préoccupation sociétale l'immigration a significativement progressé au cours des deux dernières années. En ce début 2014, 12% citent l'immigration comme principale préoccupation (+6 points par rapport au début de l'année 2012).

Graphique 17 – Proportion de personnes qui citent l'immigration comme principale préoccupation sociétale (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

La baisse du chômage à partir de 1998, la reprise économique et la victoire de l'équipe de France au mondial de football (l'équipe surnommée Black-Blanc-Beur) avaient modifié le regard sur l'immigration. La reprise du chômage à partir de 2001 ainsi que les attentats du 11 septembre, la montée des craintes sécuritaires face à un islam fondamentaliste et la menace terroriste ont de nouveau stimulé les préoccupations pour l'immigration. De même en 2005, lorsque la thématique était très présente lors des débats sur le référendum sur la Constitution européenne. L'élection présidentielle de 2007, la création d'un ministère de l'identité nationale en 2008, la fermeture du centre de Sangatte et les controverses autour des statistiques ethniques ont maintenu le sujet dans l'actualité, mais l'immigration était moins au centre des préoccupations durant la

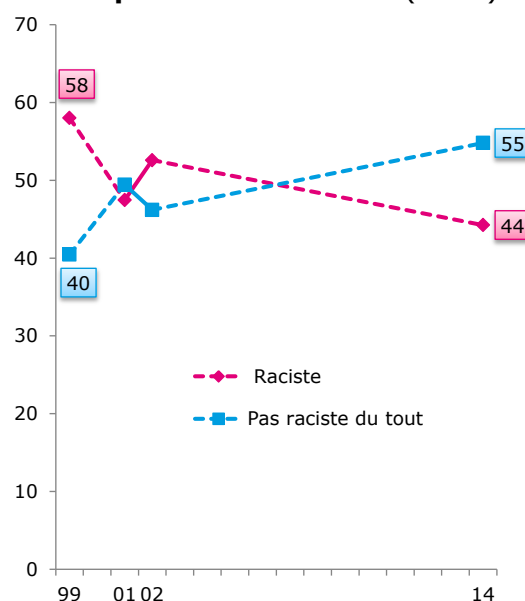
législature précédente. Cette année, notamment, le sujet reprend de la vigueur et l'on peut se demander si ce n'est pas **une manifestation d'une sorte de repli sur soi**.

b) 44% des Français se déclarent « racistes »

À la fin des années 1990, la Commission européenne s'inquiétait de la montée du racisme et de la xénophobie en Europe. Une enquête Eurobaromètre de 1997⁸, dédiée spécifiquement à ces thématiques, fait état de seulement un Européen sur trois qui se déclare « pas du tout raciste » ; les deux tiers restants se répartissent sur une échelle entre « très raciste » et « un peu raciste ». À l'époque, la France était le deuxième pays le plus raciste derrière la Belgique et devant l'Autriche en prenant en compte les réponses « très » et « assez » raciste.

Depuis 15 ans, le tableau s'est quelque peu amélioré. Bien qu'en 2014, 44% de nos concitoyens déclarent toujours être raciste, les « pas du tout racistes » ont repris le dessus et forment dorénavant la majorité avec 55% des suffrages.

Graphique 18 – Proportion de personnes qui se déclarent raciste* ou pas raciste du tout (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

* Note : la réponse raciste regroupe les réponses « plutôt raciste », « un peu raciste » et « pas très raciste ».

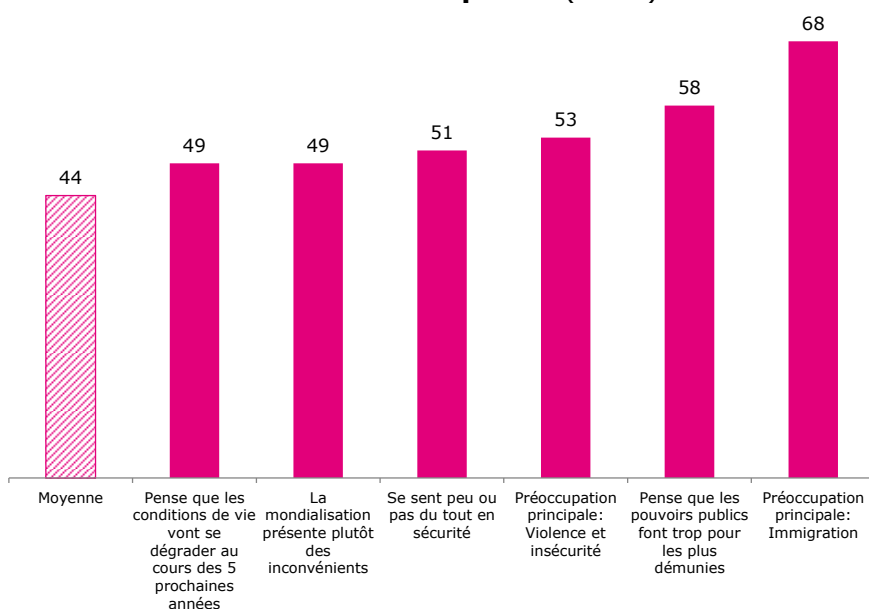
Cette amélioration sur longue période doit être relativisée : nous n'avons pas suivi ce thème chaque année depuis 15 ans, mais le baromètre sur le racisme publié par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) s'est livré à cet exercice et, sur un grand nombre de sujets, les opinions racistes, après avoir fortement

⁸ Cf. Commission Européenne, Eurobaromètre 47.1, *Racisme et xénophobie en Europe*, 1997, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_113_fr.pdf

diminué entre 2000 et 2008, ont commencé à remonter légèrement — sans avoir effacé les progrès depuis 2000⁹.

Les personnes qui déclarent avoir une inclination « raciste » présentent un ensemble de traits particuliers. Parmi les personnes les plus racistes, celles qui craignent une dégradation de leurs conditions de vie dans les cinq prochaines années sont particulièrement nombreuses. Surtout, le sentiment d’insécurité, la préoccupation pour les questions sécuritaires, la défiance à l’égard des politiques sociales et le scepticisme à l’égard de la mondialisation jouent beaucoup (cf. Graphique 19). Autrement dit, **le racisme se nourrit à la fois d’un sentiment d’insécurité personnelle, d’une défiance vis-à-vis de la mondialisation, des institutions et d’une certaine peur de l’avenir.**

Graphique 19 – Proportion de personnes qui se déclarent raciste* en fonction de variables d’opinion (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

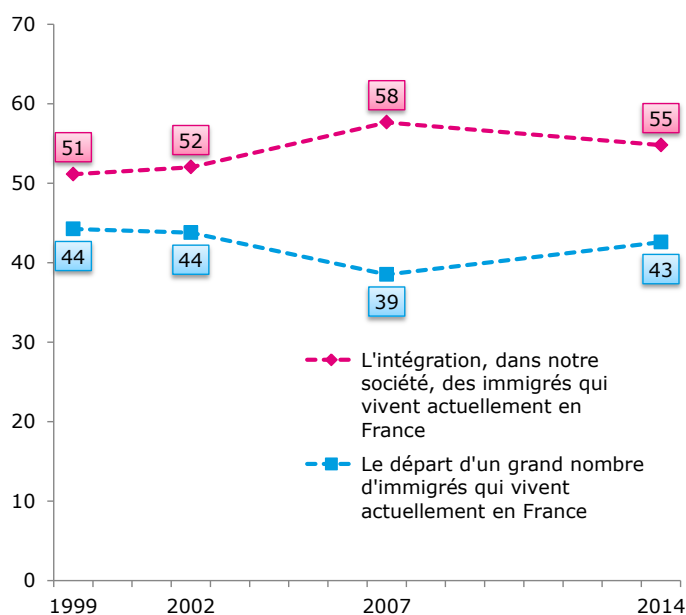
* Note : la réponse raciste regroupe les réponses « plutôt raciste », « un peu raciste » et « pas très raciste ».

c) L’intégration des immigrés : un sujet qui divise l’opinion publique

En 2014, 55% de nos concitoyens souhaitent que l’on privilégie l’intégration des immigrés qui vivent actuellement en France tandis que 43% préféreraient que l’on favorise plutôt le départ d’un grand nombre d’entre eux.

⁹ Cf. Rapport du CNDCH, *Rapport racisme 2013*, <http://www.cncdh.fr/fr/travaux-en-cours/rapport-racisme-2013>

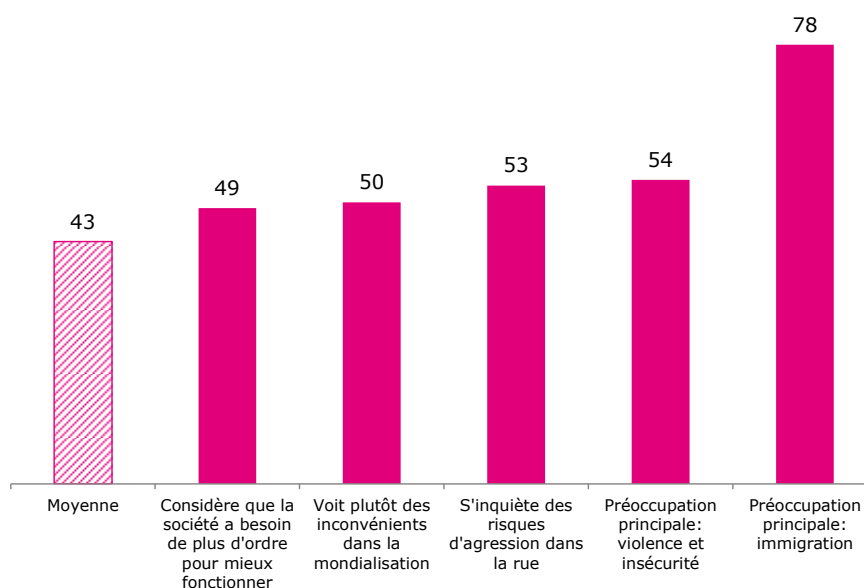
Graphique 20 – Vous personnellement, souhaiteriez-vous que dans les prochaines années, on favorise en priorité ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Sans surprise, les personnes qui souhaitent le départ des immigrés ressemblent, dans leurs opinions, à celles qui se déclarent racistes : elles s'inquiètent plus souvent du risque d'agression dans la rue et se préoccupent d'avantage de la violence, de l'insécurité et de l'immigration. Elles se montrent sceptiques à l'égard de la mondialisation et considèrent que la société française a besoin de plus d'ordre pour mieux fonctionner.

Graphique 21 – Proportion de personnes qui souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés qui vivent actuellement en France selon des variables d'opinion (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

On notera que, **depuis 2007, le souhait de favoriser l'intégration des immigrés est moins prégnant**, alors que, dans le même temps, le racisme a diminué. Il faut dire qu'entre-temps, les conditions économiques ont changé : la crise et le chômage ont miné le corps social. L'**opinion est peut-être moins crispée sur la question identitaire** mais davantage **préoccupée par la raréfaction des emplois** et la concurrence entre les salariés.

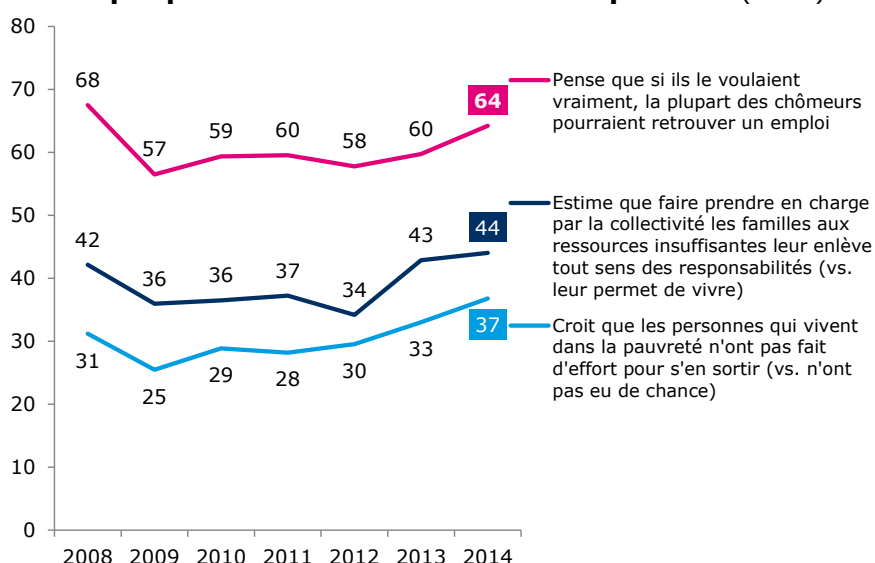
5. La solidarité mise à mal par le chacun pour soi

a) L'idée que les pauvres sont responsables de leur situation gagne encore du terrain

Alors que la pauvreté s'est accrue en France année après année depuis 2008 (le taux de pauvreté monétaire¹⁰ a atteint 14,3% de la population en 2011, son niveau le plus haut depuis 1996), la **solidarité envers les plus démunis n'apparaît plus véritablement comme une idée fédératrice de la société française**. En effet, l'année qui a suivi le déclenchement de la crise économique, la solidarité avait progressé de manière forte mais l'opinion s'est ensuite très vite retournée, et depuis 2009, les opinions se sont franchement « durcies ». Plusieurs indicateurs en attestent :

- Malgré une préoccupation croissante pour le chômage (cf. Chapitre 1) et la croissance réelle du chômage depuis le début de la crise (de 6,8% au premier trimestre 2008 à 9,9% au quatrième trimestre 2013), l'idée selon laquelle s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient trouver un emploi progresse : elle est maintenant nettement majoritaire, avec 64% d'opinions favorables (+4 points par rapport à 2013).
- La part d'individus considérant que faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités (vs. leur permet de vivre) n'a jamais été aussi élevée.
- 37% des personnes interrogées considèrent que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir. Elles n'étaient que 25% à défendre ce point de vue au lendemain de la crise économique.

Graphique 22- La montée du chacun pour soi (en %)



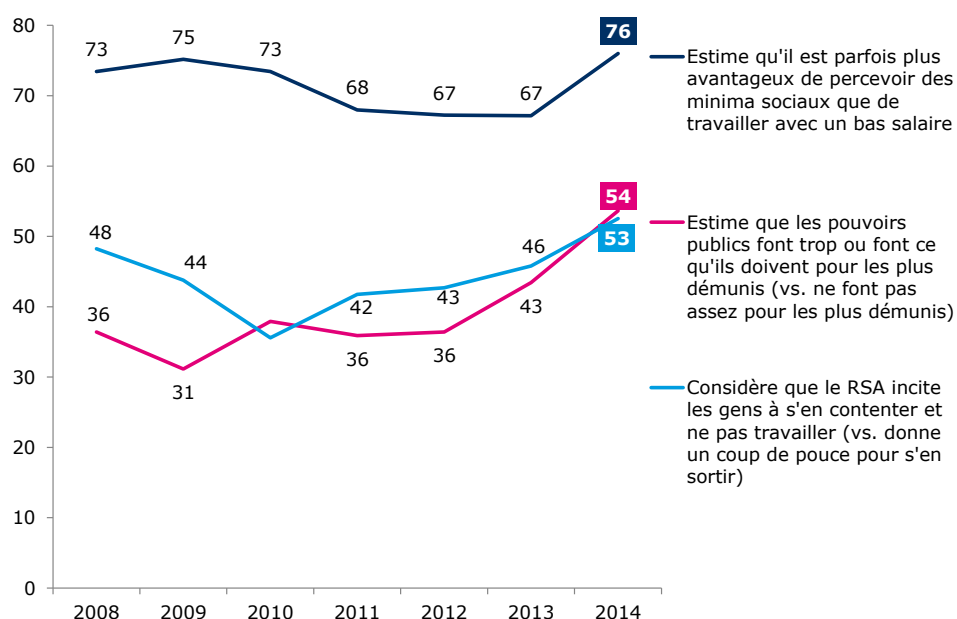
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

¹⁰ Calculé à partir de 60% du niveau de vie médian.

b) Les politiques sociales mises en cause

Le corollaire de cette moindre empathie est la **remise en cause du bienfondé** ou tout du moins de l'efficacité de la mise en œuvre des politiques sociales. Les craintes de **déresponsabilisation** des différentes mesures d'aide aux plus démunis n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. Ainsi, certaines idées se sont propagées très vite dans la société ces dernières années avec une accélération en 2014 : le sentiment que les pouvoirs publics font trop ou ce qu'ils doivent pour les démunis et le fait de considérer que le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail sont devenus pour la première fois majoritaires (elles recueillent respectivement 54% et 53% de suffrages), progressant respectivement de +11 points et +7 points. Dans le même registre, le fait de penser qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire a progressé de +9 points, atteignant 76% de la population en 2014.

Graphique 23 – La remise en cause des politiques sociales devient majoritaire
(en%)

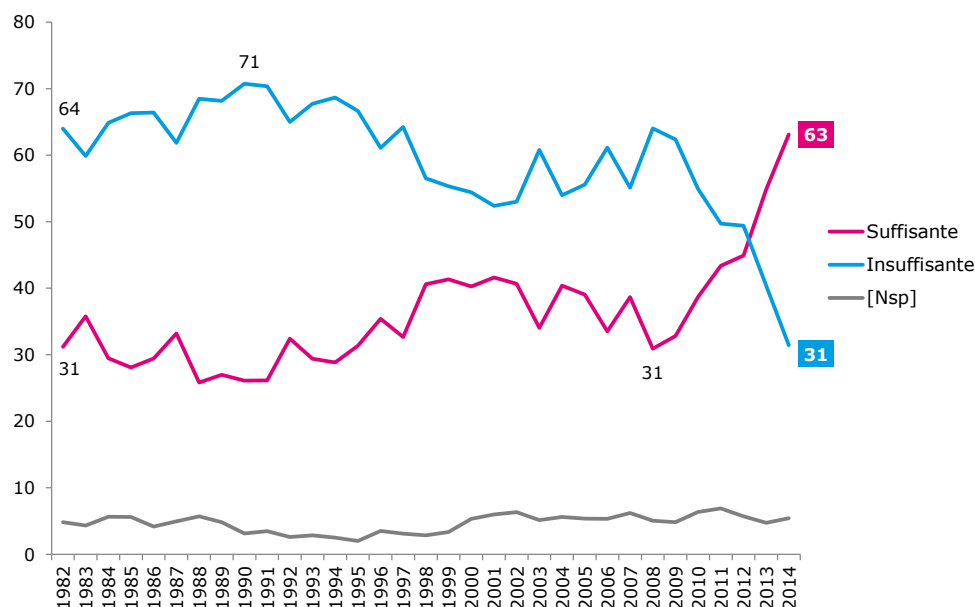


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Enfin, après être restée relativement stable entre 1982 et 2009, **l'opinion s'est entièrement retournée entre 2008 et 2014 au sujet des aides à apporter aux familles modestes**. La proportion de Français qui pensent que « les aides aux familles qui ont des enfants est suffisante » est en très forte croissance depuis le début de la crise, passant de 31% à 63% (+32 points).

Graphique 24 – Les aides aux familles beaucoup moins populaires (en%)

« Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales) destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement... ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour comprendre le **scepticisme croissant** des Français quant à l'utilité du maintien du modèle social dans sa forme actuelle. Les Français pensent que les caisses de l'État sont vides et que les aides sociales ne peuvent plus être aussi généreuses que par le passé. Par ailleurs, ce n'est peut-être pas le fait d'aider les plus fragiles qui est remis en cause mais plutôt les risques de **désincitations** que cela pourrait engendrer. La DREES¹¹ remarque, par exemple, que depuis 2008, les Français sont plus nombreux à penser que les allocations familiales et chômage doivent bénéficier aux seuls cotisants et non à tous. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC révèle qu'une part importante de Français (78%) pensent qu'il faut privilégier les aides en nature plutôt que les aides monétaires.

Enfin, on peut se demander si cet appel à des **contreparties** de la part des personnes aidées, la baisse de la solidarité et de la compassion exprimée depuis quelques années par la population ne sont pas aussi la traduction de la montée d'une forme **d'individualisme**.

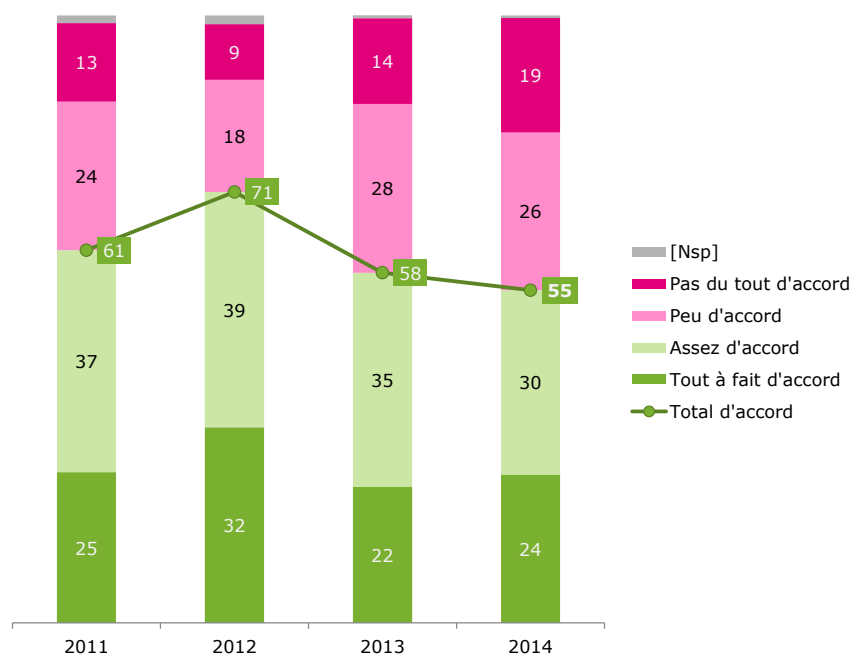
¹¹ DREES, « Inquiets de la montée des inégalités, les Français restent attachés à leur système de protection sociale », Baromètre d'opinion DREES 2013, Février 2014

c) L'attitude à adopter envers les « riches » divise la population

L'idée que les plus aisés doivent donner aux plus modestes perd du terrain depuis deux ans. En effet, près de trois quarts (71%) des Français souhaitent une plus grande **redistribution** des richesses en 2012. Ce taux n'atteint plus que 55% en 2014 (-16 points). Les réponses à cette question sont volatiles d'une année sur l'autre et semblent **liées à l'actualité politique**. Effectivement, le sentiment que les riches sont déjà suffisamment taxés n'est certainement pas sans lien avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'État en 2012 : les mesures prises par le gouvernement socialiste (augmentation des impôts) ont pu amener à renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France. D'ailleurs, depuis début 2012, une part minoritaire mais croissante de sondés pense que les inégalités ont tendance à se réduire : ils n'étaient que 12% en 2013, ils sont aujourd'hui 17% (+5 points).

Graphique 25 – La société divisée sur l'idée que les riches doivent donner aux pauvres pour établir la justice sociale (en%)

Êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante : « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

6. Forte impopularité de l'impôt

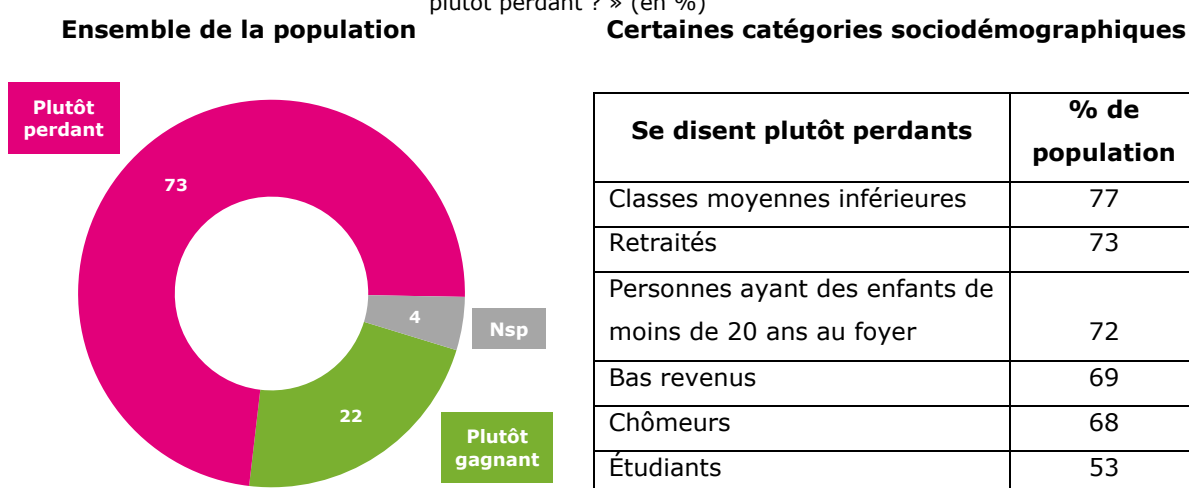
a) Trois Français sur quatre pensent être perdants de la redistribution

73% des personnes interrogées estiment plus contribuer au système socio-fiscal qu'ils n'en retirent des avantages. Et le fait de se croire perdant dans la redistribution **traverse tous les milieux sociaux** : les actifs comme les inactifs, les chômeurs, les retraités, les étudiants, les personnes ayant des enfants, etc. Pourtant de nombreux groupes sociaux, notamment les personnes sans emploi (retraités, chômeurs) perçoivent des prestations sociales.

Les retraités reçoivent une partie non négligeable de leur pension du régime général et plus de la moitié des chômeurs une indemnisation mensuelle de l'assurance chômage. Tout se passe comme si les individus interrogés ne le prenaient pas en compte dans leurs calculs. De la même manière, les aides sous forme de service public ne semblent pas prises en considération par les personnes qui en bénéficient : les étudiants jouissent de formations en grande partie financées par la collectivité (un étudiant à l'université coûte en moyenne 10 940€ par an, un élève en classe préparatoire aux grandes écoles 15 020€), les familles avec enfants bénéficient d'aides par le biais de l'accueil subventionné de leur enfant en crèche, en halte-garderie, à l'école, au collège (8 000€ par an), au lycée (11 000€), etc. Pourtant, **les Français se sentent majoritairement lésés par le système.**

Graphique 26 - Redistribution socio-fiscale : tous perdants ?

« Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

Pour autant, l'opinion se montre assez réservée face aux projets de réformes dans le domaine fiscal et notamment au changement des **modes de calcul** : 71% des Français trouvent le système de niches fiscales justifiées et 70% veulent maintenir le système du quotient familial.

Graphique 27 – Les possibles réformes du système fiscal ne plaisent guère aux Français

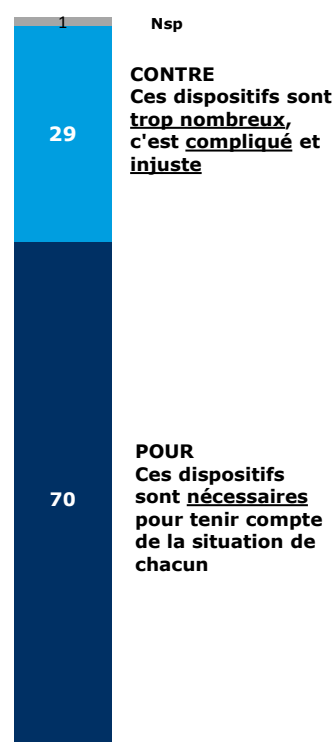
Pour ou contre le quotient familial

« Les familles avec enfants bénéficient d'une réduction d'impôt proportionnelle à leurs revenus selon le principe du quotient familial. Doit-on maintenir ce mode de calcul ou le modifier pour que la réduction d'impôt par enfant soit du même montant pour tout le monde ? » (en %)



Pour ou contre les niches fiscales

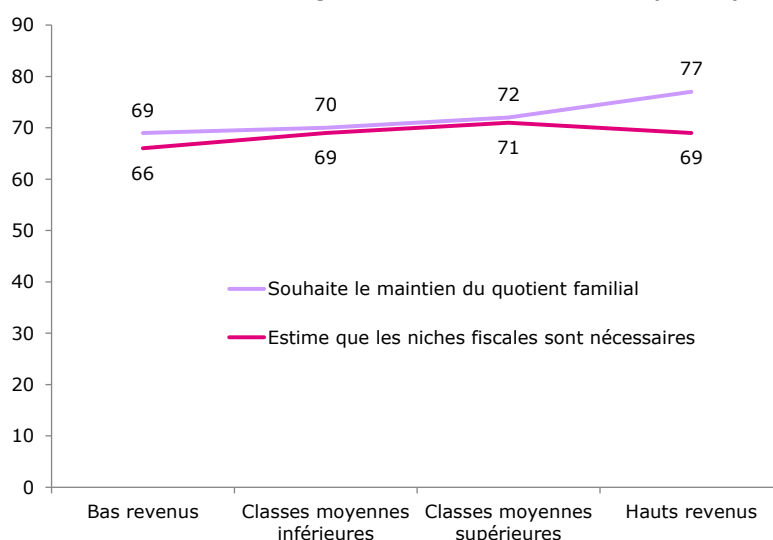
« S'agissant de l'impôt sur le revenu, plusieurs dispositifs existent pour que certains ménages paient moins d'impôt : en cas de frais de garde d'enfants, d'emploi de personnes à domicile, lorsqu'on fait un don aux associations, etc. Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de la vôtre ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

Le système actuel d'imposition est préféré au changement, **quel que soit le niveau de revenu du ménage**. Certes, les hauts revenus défendent un peu plus le système du quotient familial (77%) que les bas revenus. Mais curieusement, alors que la grande majorité de ces derniers ne paient pas l'impôt sur le revenu, ils sont 69% à soutenir le quotient familial ; ils ne souhaitent pas non plus que l'État supprime les niches fiscales (66%) même si elles leurs sont beaucoup moins profitables qu'aux personnes disposant de hauts revenus.

Graphique 28 – Quotient familial et niches fiscales sont soutenus par les bas revenus comme par les hauts revenus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

b) Méconnaissance de l'utilisation des dépenses publiques

En 2012, le total des dépenses publiques en France s'élevait à 1 151 Mds d'euros, réparti entre les dépenses des administrations publiques centrales (y compris État), celles des administrations publiques locales et celles de la sécurité sociale. Dans le débat public, il est rare qu'une vision d'ensemble de ces trois entités soit fournie aux citoyens, les discussions s'orientant la plupart du temps sur une partie seulement des dépenses (l'assurance chômage, l'éducation, la santé, etc...).

Tableau 2 - Principales dépenses par administrations publiques en 2012

	En Mds d'euros*	En %*
Administrations publiques centrales (y compris État)	453	39
Administrations publiques locales	242	21
Administrations de sécurité sociale	549	48
Total des administrations publiques	1 151	100%

Source : Insee, comptes nationaux

*Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés. La somme des dépenses des secteurs est donc supérieure à celle de l'ensemble des administrations publiques.

Or, **les Français connaissent mal la répartition des dépenses publiques**. Ainsi, à la question : « quel est aujourd'hui le principal poste de dépenses publiques en France ? » où les sondés doivent choisir parmi une liste de 13 items (Graphique 29), on constate que certains postes de dépenses sont très largement surestimés alors que d'autres sont, au contraire, sous-estimés.

Du côté des postes très sous-estimés, il y a les dépenses liées aux retraites :

seuls 6% des Français ont désigné cet item comme le premier poste de dépenses publiques. Pourtant avec l'allongement de l'espérance de vie, des pensions de retraites revalorisées dans les années 1980 (en 1970, un ménage retraité sur quatre était pauvre ; en 1997, il n'y en a plus qu'un sur 25¹²) et le départ récent de nombreux baby-boomers à la retraite, les dépenses vieillesse ont coûté près de 279 Mds d'euros à la collectivité en 2012. Ainsi le poste « Vieillesse » constitue-t-il de loin la première dépense, totalisant à lui seul 24% des dépenses publiques¹³.

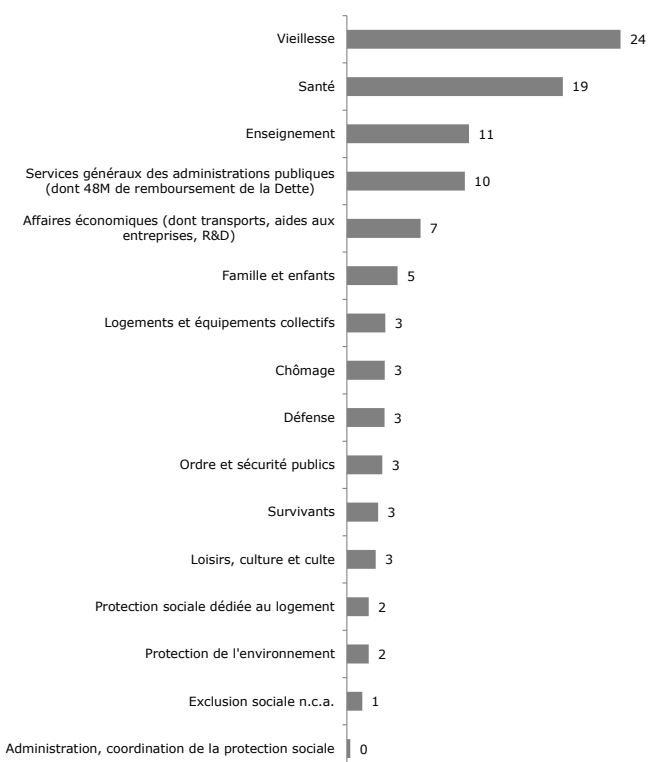
Graphique 29 – Répartition des dépenses publiques : ressenti de la population vs. réalité des comptes nationaux

« Les impôts et taxes servent à financer différentes dépenses. À votre avis, quel est aujourd'hui le principal poste de dépenses publiques ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014

Répartition des 1 151 Mds d'euros de dépenses des administrations publiques ventilées par fonction (en %)



Source : Calculs du CREDOC à partir des Comptes nationaux – Insee, 2012¹⁴

¹²Jean Michel Hourriez, Nadine Legendre, et Robert Le Verre, « La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997, Plus de ménages pauvres parmi les salariés, moins chez les retraités », INSEE Première, Mars 2001, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip761.pdf

¹³ Calculs du CREDOC à partir des comptes nationaux, INSEE, 2012, série « 3.301 Dépenses des administrations publiques (S13) ventilées par fonction », http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.3&xml=t_3301

¹⁴ Note : Les dépenses des administrations publiques sont ventilées suivant une nomenclature internationale, la COFOG (Classification of the Functions of Government).

Nous présentons dans le graphique les 10 grandes catégories de dépenses (Services généraux des administrations publiques, Défense, Ordre et sécurité publics, Affaires économiques, Protection de l'environnement, Logements et équipements collectifs, Santé, Loisirs, culture et culte, Enseignement, Protection sociale) mais nous avons détaillé la catégorie « Protection sociale » en ses sous-catégories (Maladie et invalidité ajoutée à Santé, Vieillesse, Survivants, Famille et enfants, Chômage, Logement, Exclusion sociale n.c.a., Protection sociale n.c.a.).

Les Français ont en revanche une assez bonne idée du poids des dépenses de santé et d'éducation. Ils placent « **la santé** » en tête : il est vrai qu'elle représente 220 Mds d'euros (soit 19% des dépenses publiques), répartie entre remboursements de soins médicaux (168 Mds) et salaires de remplacement lors d'arrêts maladie, maternité, invalidité (52 Mds). Nos concitoyens sont aussi assez proches de la réalité lorsqu'ils considèrent « **l'enseignement scolaire** » comme l'un des plus gros postes de dépenses. Il arrive en fait en troisième position (à 11% du total des dépenses) et coûte 125 Mds d'euros par an.

Enfin, les Français **surestiment** grandement le poids de « **la défense** » ainsi que celui de « **l'emploi et le chômage** ». La défense est considérée comme le plus gros budget par 16% des sondés et l'emploi et le chômage par 15% des sondés. Or, ces deux postes ne représentent chacun que 3% des dépenses annuelles des administrations publiques.

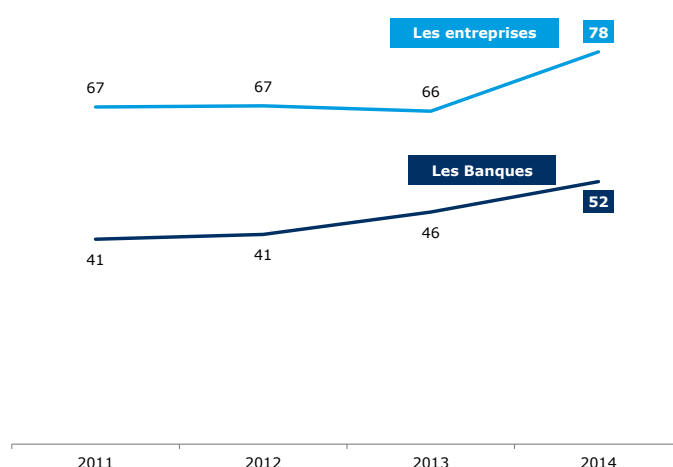
7. Donner plus de libertés aux entreprises

a) Regain de confiance dans les entreprises et les banques

Cette année, à la volonté de payer moins d'impôts et à la baisse du soutien des politiques sociales se rajoute un **regain de confiance dans le secteur privé**. En 2014, 78% de nos concitoyens font confiance aux entreprises privées et 52% se fient aux banques, contre respectivement 67% et 41% en 2011. Ce mouvement est probablement lié aux jugements que portent nos concitoyens sur la politique à adopter face aux difficultés économiques. À ses débuts, la crise économique de 2008 a pesé sur la confiance qu'ils accordaient aux capacités des entreprises privées de faire face aux difficultés économiques. D'abord parce que le secteur bancaire a été tenu partiellement responsable de la crise elle-même, puis parce que les difficultés étaient tellement importantes que seul le concours de l'État pouvait remédier à la situation. Or, aujourd'hui, les Français semblent considérer qu'il est temps pour les entreprises de reprendre le flambeau.

Graphique 30 - Confiance retrouvée dans le secteur privé

« Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les organismes suivants ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

b) Vers plus de libéralisme économique

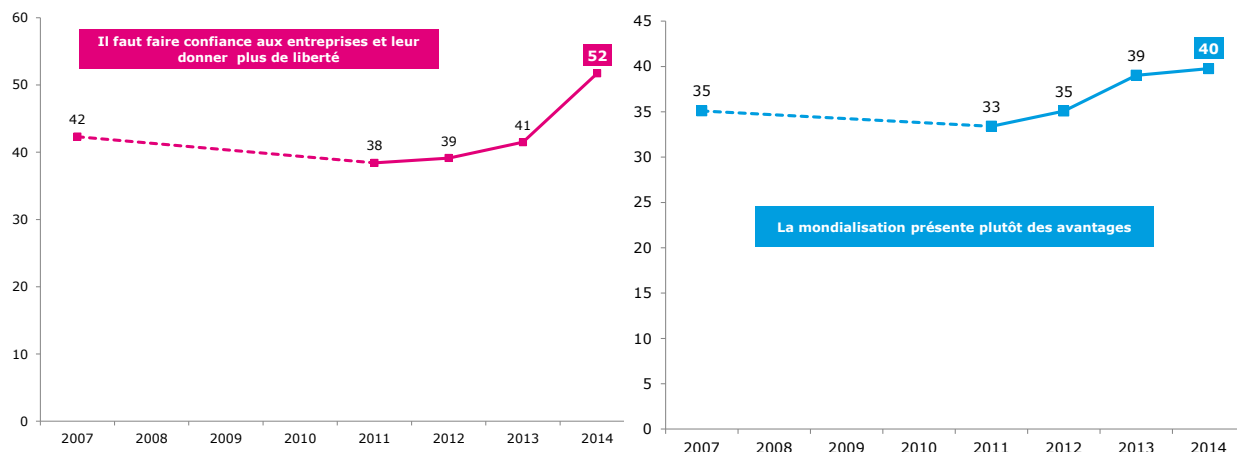
Dans la même veine, 52% des Français pensent que « pour faire face aux difficultés économiques, il faut faire confiance aux entreprises et leur donner **plus de liberté** » contre 46% qui souhaitent, au contraire, une réglementation plus étroite des entreprises et un contrôle étatique plus important. Cette opinion a enregistré un gain de +14 points par rapport à 2011, dont 11 points gagnés en seulement une année. Enfin, la **mondialisation**, encore dans l'ensemble assez mal perçue (seuls 40% des personnes

interrogées pensent qu'elle présente « plutôt des avantages » contre 60% « plutôt des inconvénients »), gagne peu à peu du terrain depuis 2011 (+7 points).

Graphique 31 - Liberté d'entreprise et mondialisation

A/ « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'au contraire, il faut que l'État contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement ? » (en %)

B/ A votre avis, de façon générale, la mondialisation des échanges présente-t-elle pour notre pays, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ? » (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Ainsi, avec le moindre soutien porté aux aides sociales, l'impopularité de l'impôt et la volonté de laisser plus de liberté au secteur privé, on peut dire qu'on assiste depuis ces 3 dernières années à un **mouvement vers la droite de l'échiquier politique**.

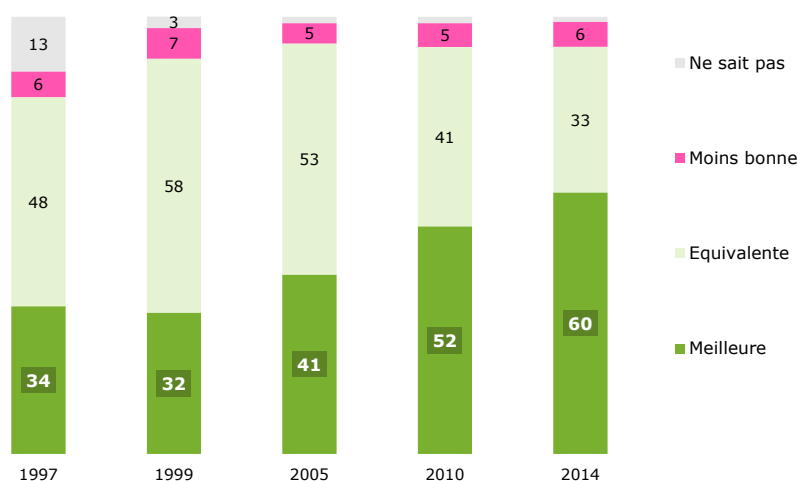
De fait, depuis 2012, la proportion de gens déclarant se situer plutôt à droite a cru de +6 points depuis 2012, celle de ceux se déclarant de gauche ayant baissé dans le même temps de -7 points, un mouvement qui s'est concrétisé dans les urnes aux élections municipales de mars 2014.

8. L'attachement de plus en plus fort au Made in France

Fortement préoccupés par le chômage, défiants vis-à-vis de la mondialisation et marqués par une certaine forme de repli sur eux-mêmes, les Français se montrent, cette année, **particulièrement sensibles à l'origine de fabrication des produits**.

Cela commence par une reconnaissance du savoir-faire national. Les Français vantent, en effet, la **qualité** des produits fabriqués en France. Ce phénomène n'est pas nouveau : la proportion d'individus qui la jugent de meilleure qualité que les produits fabriqués hors d'Europe est passée de 34% en 1997 à 60% cette année (+26 points).

Graphique 32 - Selon vous, comparée aux produits fabriqués hors d'Europe, la qualité des produits industriels fabriqués en France est-elle ? (en %)

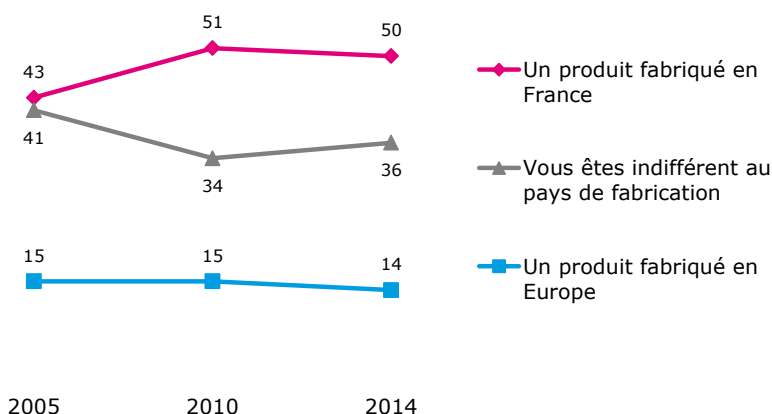


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » 1997, 1999, 2005 et 2014 ; CREDOC, enquête « Image de l'industrie », septembre 2010

Lecture : 60% des personnes interrogées en 2014 pensent que les produits industriels fabriqués en France sont meilleurs que les produits fabriqués hors d'Europe.

D'ailleurs, début 2014, **une personne sur deux dit privilégier les produits fabriqués en France** lors d'achats de produits industriels. Cet attrait pour la production hexagonale avait progressé au cours des années 2000 et se maintient depuis 2010.

Graphique 33 - En général, quand vous achetez un produit industriel, privilégiez-vous ?
(en %)



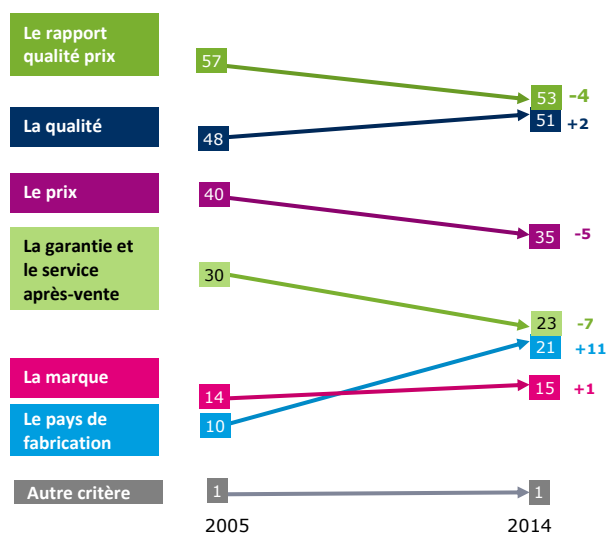
Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » 2005 et 2014 ; CREDOC, enquête « Image de l'industrie », septembre 2010

Lecture : En 2014, 50% des personnes interrogées disent privilégier l'achat de produits fabriqués en France.

Au sein des critères influençant le plus les achats de produits industriels, « **le pays de fabrication** » est celui qui a le plus nettement progressé depuis 2005 (+11 points), au détriment du « rapport qualité-prix », du « prix » et de « la garantie et service après-vente », ce qui a de quoi surprendre lorsqu'on entend par ailleurs les difficultés exprimées par nos concitoyens à boucler leurs fins de mois.

Graphique 34 - Parmi les critères suivants, quels sont, en général, les deux qui influencent le plus vos achats de produits industriels ?

- Cumul des deux premières réponses pour 2005 et 2014 (en %) -



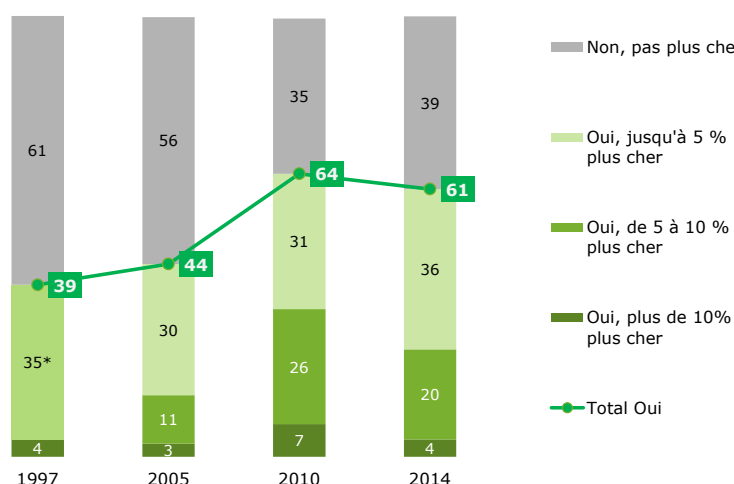
Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2005 et 2014

Lecture : en 2014, 53% des personnes interrogées citent le rapport-qualité-prix comme un des deux critères qui influencent le plus leur choix de produits industriels.

La population se dit aussi très souvent **prête à payer plus cher** les produits manufacturés d'origine française, et cette proportion est en forte hausse, passant de 39% en 1997 à 61% cette année (+22 points).

Cependant, on observe depuis 2010, un **léger repli** de ce consentement à payer (-3 points) : il est certainement dû aux difficultés économiques vécues par les bas revenus depuis le début de la crise économique. Cette crise incite les citoyens, malgré leur désir initial d'acheter Français, à s'orienter plutôt vers les produits à bas prix.

Graphique 35 - Par comparaison avec les produits fabriqués hors d'Europe, êtes-vous prêt à payer plus cher les produits industriels fabriqués en France ? (en %)



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » 1997, 2005 et 2014 ; CREDOC, enquête « Image de l'industrie », septembre 2010.

Lecture : 61% des personnes interrogées en 2014 sont prêtes à payer plus cher des produits industriels fabriqués en France.

*Note : en 1997, les modalités de réponse « Oui, de 5 à 10% plus cher » et « Oui, jusqu' à 5% plus cher » étaient regroupées en une seule modalité.

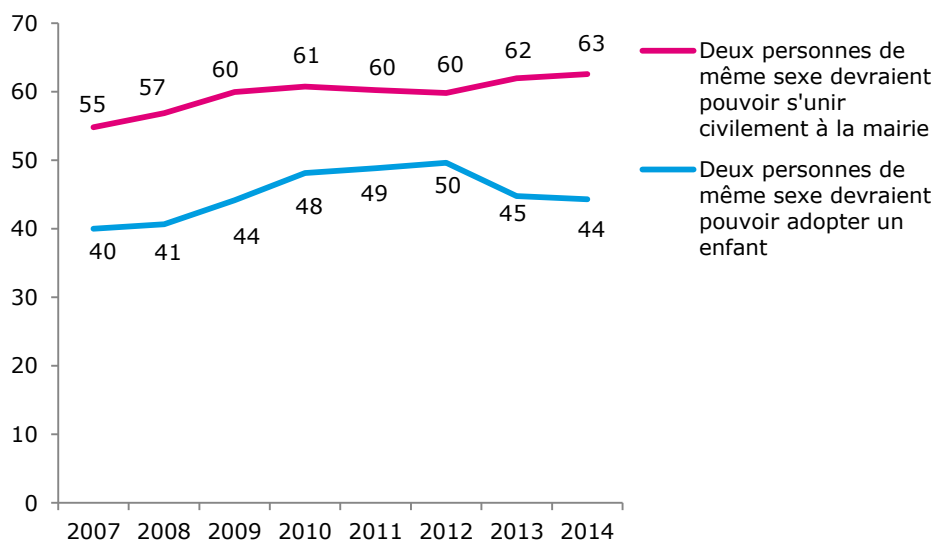
9. Une société qui reste en mouvement en matière de mœurs

Le tableau dépeint jusqu'ici présente une société sous tension qui se crispe et se replie sur elle-même. Apportons une **nuance**. Dans de nombreux autres domaines, et notamment en matière de mœurs, la société française est en mouvement et semble même avancer plus vite que le législateur, nous illustrerons cette idée à partir de trois exemples.

a) Confirmation du soutien au mariage pour tous

Le mariage pour tous a été instauré en 2013 mais cela fait au moins dix ans que l'opinion soutient majoritairement l'idée que deux personnes de même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie. Les seniors, qui étaient les plus réticents au départ, ont petit à petit rejoint leurs cadets. La question continue de diviser les Français – en témoignent les manifestations et les débats parfois houleux – mais **la tendance vers plus de libéralisme en matière de mœurs se poursuit année après année**.

Graphique 36 – Attitudes par rapport au mariage pour tous et à l'homoparentalité (en %)

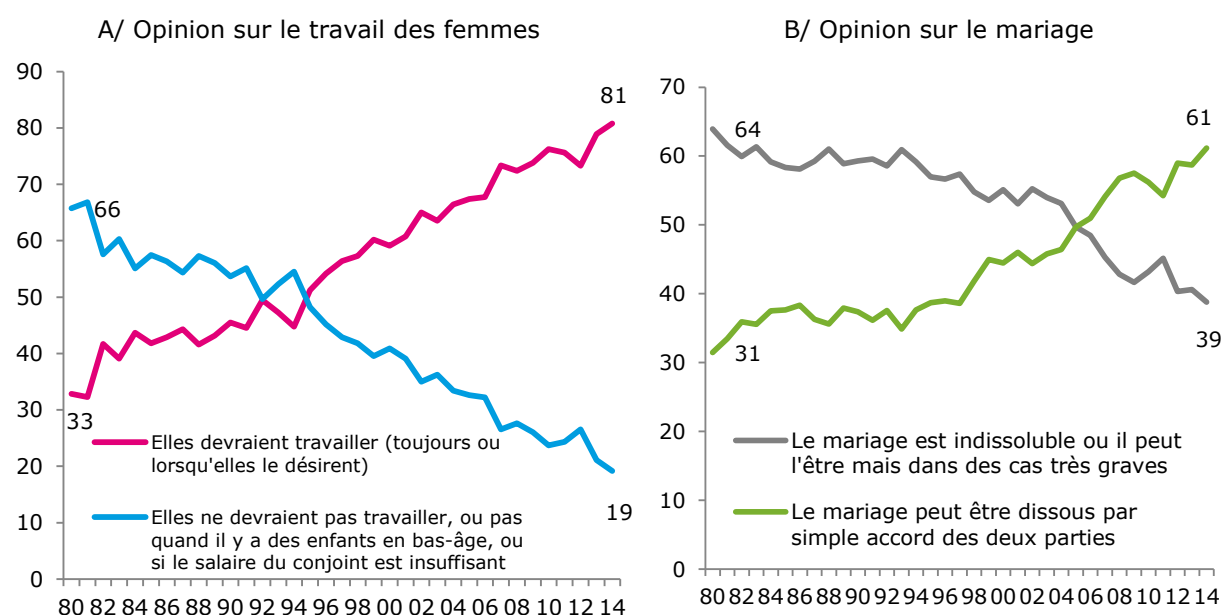


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Au sujet de l'homoparentalité, le mouvement est plus flou. Aujourd'hui, **l'homoparentalité ne fait pas consensus** : une majorité de nos concitoyens sont réticents vis-à-vis de la possibilité que deux personnes de même sexe puissent adopter des enfants. L'an dernier, au moment du débat sur le mariage pour tous, on a même vu les rangs des opposants à ce principe se renforcer. Mais, depuis 7 ans, le nombre des partisans de l'homoparentalité a tout de même progressé.

Il est toujours délicat d'élaborer des projections en sciences sociales, mais on peut tout à fait imaginer qu'il se passera, sur ces questions, la même chose que sur des questions de mœurs qui divisaient l'opinion il y a trente ans. La richesse historique de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » nous rappelle qu'il y a trente-six ans, seulement 33% de la population (contre 81% en 2014) estimaient que les femmes avaient le droit de travailler dans tous les cas où elles le désiraient, tandis qu'alors, une majorité considéraient au contraire que, si le mari disposait de revenus suffisants ou que le couple avait des enfants en bas âge, il était préférable que la femme reste à la maison pour s'occuper des enfants. Le suivi de cette opinion, de même que celle qui consiste à penser que le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties, *versus* une union indissoluble ou qui ne peut être cassée que dans des cas très graves – en régression constante depuis 36 ans – montre une évolution inéluctable, sans quasiment aucun à-coup : la comparaison avec l'opinion sur le mariage homosexuel laisse penser qu'il en sera de même dans ce domaine également.

Graphique 37 – Tendances de longue période des opinions sur les mœurs



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

b) Mouvement en faveur de la résidence alternée

En matière de mœurs, un autre sujet a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois, après, notamment, des actions spectaculaires de papas grimant sur des grues. En débat : la résidence des enfants de parents séparés. Aujourd'hui, lorsque les parents se séparent et que le père demande à ce que son enfant puisse résider alternativement chez lui et chez son ex-compagne, le juge aux affaires familiales décide, trois fois sur quatre, de fixer la résidence principale de l'enfant chez la mère, la résidence alternée n'étant accordée que dans 25% des cas¹⁵.

Il y a de multiples raisons à ces décisions de justice. Rappelons tout d'abord que la résidence alternée n'est devenue légale qu'en 2002 ; auparavant, on parlait de « garde partagée » et cette situation résultait d'un arrangement amiable entre les parents, hors décision de justice. Ce qui entre aussi sans doute en ligne de compte, c'est que les pères, d'une manière générale, participent très peu aux soins d'éducation des enfants¹⁶. Enfin, dans plus de la moitié des décisions de justice, les pères sont d'accord avec les mères pour fixer la résidence principale de leur enfant chez la mère, la majorité d'entre eux ne revendique pas, pour l'enfant, le droit à être éduqué de manière paritaire par ses deux parents.

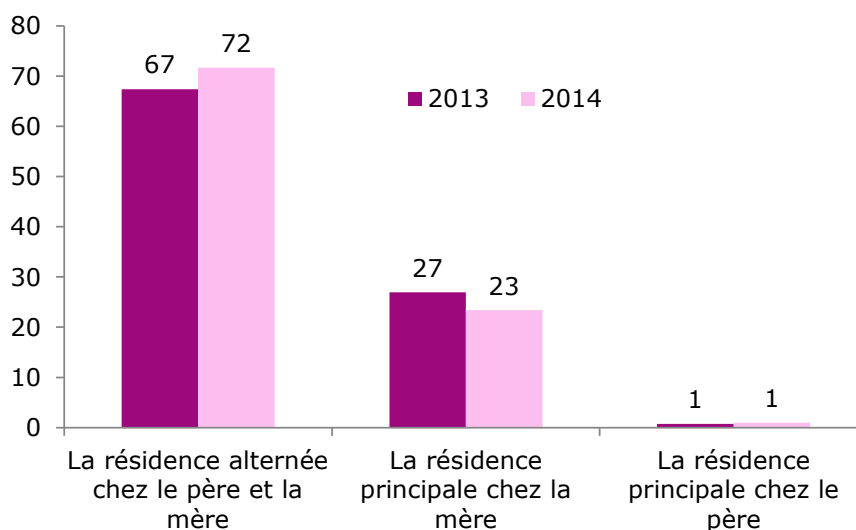
Interrogés sur ce débat de société, **72% des Français estiment que, lorsque les parents se séparent, l'enfant devrait résider alternativement chez son père et chez sa mère** ; seuls 23% considèrent que l'enfant devrait vivre principalement avec sa mère. On notera que quasiment personne ne songe un instant confier l'enfant principalement au père (1%). Sur ce sujet, on observe peu de différences d'opinion selon les catégories sociales : la résidence alternée est très largement défendue dans tous les groupes, y compris les femmes (69%), les personnes au foyer (67%), les seniors (67%), les non-diplômés (67%), les bas revenus (70%). Et depuis un an, la résidence alternée a encore acquis des suffrages (+5 points par rapport à 2013). La confrontation des points de vue dans le débat public a donc plutôt eu tendance à renforcer la préférence à la résidence alternée. Ce mouvement d'opinion entre en résonance avec l'amendement

¹⁵ La résidence des enfants de parents séparés, Ministère de la Justice, novembre 2013, http://www.justice.gouv.fr/art_pix/1_rapportresidence_11_2013.pdf

¹⁶ Layla Ricroch et Benoît Roumier, « Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet », Insee Première, n°1377, novembre 2011, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1377/ip1377.pdf> ; Anne Verjus, « La paternité au fil de l'histoire », *Informations sociales* n° 176, 2013 ; Layla Ricroch, En 25 ans, moins de tâches domestiques pour les femmes, l'écart de situation avec les hommes se réduit, *Regard sur la parité, Edition 2012*, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FHPARIT12q_D3tachesd.pdf ; Thibaut De saint pol, Mathilde Bouchardon, Le temps consacré aux activités parentales, *Etudes et résultats* n°841, mai 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er841.pdf> ; Céline Hiron Arnaud Régnier-Loilier, Évolution de la répartition des tâches domestiques après l'arrivée d'un enfant, *Politiques sociales et familiales* n° 99 - mars 2010, <http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/PSF/099/PSF99-1-ArnaudRegnier-Loilier-CHiron.pdf>

proposé par les sénateurs lors de l'examen de la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le 18 septembre 2013, qui vise à rendre prioritaire (sans être obligatoire) la résidence alternée lorsque l'un des deux parents la demande.

Graphique 38 – Selon vous, quelle est la meilleure situation pour un enfant dont les parents se séparent ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

c) Le suicide médicalement assisté en débat

Dans un tout autre registre, l'enquête a porté, cette année, sur la question du suicide médicalement assisté. De longue date, il y a en France un **débat éthique sur l'euthanasie** et plusieurs lois ont été votées pour encadrer les pratiques médicales au moment de la fin de vie des patients, en mettant notamment en avant les soins palliatifs permettant de soulager la douleur des patients atteints de maladie incurable. L'idée qui prévaut actuellement est de laisser la possibilité au patient de s'opposer à ce que certains appellent « l'acharnement thérapeutique ». Le corps médical est, aujourd'hui, assez réservé sur l'euthanasie, qui est encore autre chose, puisqu'il s'agit de donner la mort à un patient. Pourtant, l'opinion est plutôt favorable à cette option : à la question : « *selon vous la loi française devrait-elle autoriser les médecins à mettre fin, sans souffrance, à la vie de ces personnes atteintes de maladies insupportables et incurables si elles le demandent ?* », 44% des Français répondent «oui absolument» et 48% répondent «oui dans certain cas» soit un total de 92% de réponses positives¹⁷. L'histoire récente des « amants du Lutétia »¹⁸ pose encore une autre question : la société ne doit-

¹⁷ Sondage IFOP pour l'association pour le droit de mourir dans la dignité, octobre 2013, <http://www.admd.net/les-sondages/sondage-ifop-oct-2013.html>

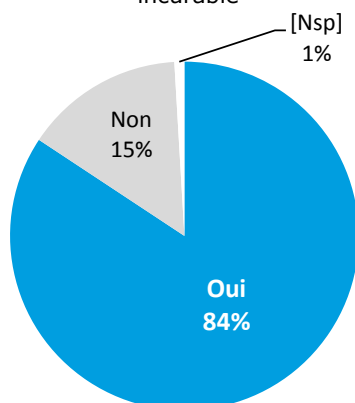
¹⁸ Frédéric Potet et Marion Van Renterghem, « Ces couples âgés qui ont choisi de 'quitter la vie' ensemble », *Le Monde*, 27 novembre 2013, http://www.lemonde.fr/sante/article/2013/11/27/ces-couples-ages-qui-ont-choisi-de-quitter-la-vie-ensemble_3520978_1651302.html

elle pas accompagner les personnes qui, pour différentes raisons, souhaitent mettre un terme à leur vie, plutôt que de laisser chacun seul face à cet acte d'une grande violence.

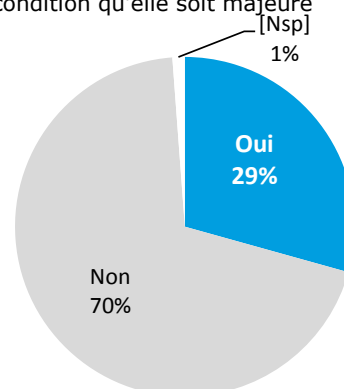
Sur ce sujet, **l'opinion semble ici aussi très « en avance » sur le législateur** : 84% de nos concitoyens estiment que, lorsqu'une personne est âgée et qu'elle souffre d'une maladie incurable, l'option du suicide médicalement assisté devrait lui être accessible. On compte même 29% d'individus qui défendent l'idée que le suicide médicalement assisté devrait pouvoir être accordé à tout majeur conscient et libre de ses choix, c'est-à-dire sans que la question de la maladie entre en ligne de compte.

Graphique 39 – Dans quel cas le suicide médicalement assisté devrait-il être autorisé par la loi ? On parle bien de suicide : c'est la personne concernée qui déciderait elle-même de se donner la mort, assistée par un médecin.

Le suicide médicalement assisté devrait être autorisé lorsque la personne est très âgée et qu'elle souffre d'une maladie incurable



Le suicide médicalement assisté devrait être autorisé à toute personne consciente et libre de ses choix, quel que soit son état de santé et quel que soit son âge, à condition qu'elle soit majeure



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2014

Mariage pour tous, résidence alternée, suicide médicalement assisté : nos concitoyens font donc preuve d'un certain modernisme sur les questions de société. Ils semblent assez **moteurs et poussent le législateur** à s'interroger et à proposer des cadres réglementaires adaptés à l'évolution des mœurs. L'indicateur de modernisme / traditionalisme en matière de mœurs établi par le CREDOC (cf. Espace Général des Opinions, p. 44) montre d'ailleurs que, depuis 36 ans, l'opinion est toujours allée dans le sens d'un plus grand libéralisme et d'une plus grande égalité d'accès aux droits, elle tend systématiquement **à renforcer les droits des individus** à disposer de leur vie comme ils l'entendent, tout en leur permettant de s'affranchir du poids des traditions. Il est notable que, durant la période de crise profonde que nous connaissons en France, le pessimisme collectif et le repli sur soi n'entravent pas cette longue marche vers ce libéralisme en matière de mœurs.

10. L'état de l'opinion au début 2014

Réalisée depuis trente-six ans, l'enquête « *Conditions de vie et aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion et d'en repérer les grandes tendances grâce au suivi d'un grand nombre de variables.

Seize de ces variables sont posées à l'identique depuis 1979 et elles servent à construire « **L'Espace Général des Opinions des Français** »¹⁹. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne se réfèrent pas à des situations objectives des enquêtés, mais qui correspondent plutôt à des **perceptions et des opinions**. Il s'agit, d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie **personnelles** (santé, cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son niveau de vie ou de son budget...) et, d'autre part, de jugements **généraux** qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, les découvertes scientifiques, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

Ces seize questions²⁰ sont les variables actives d'une analyse des correspondances multiples sur l'ensemble de la période. Plus de 72.000 individus – interrogés lors des 36 années de recueil – sont concernés par cette analyse, dont le premier plan factoriel constitue *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cet Espace permet notamment d'observer la trajectoire suivie par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2014 : est-elle toujours aussi insatisfaite que l'an dernier ? Plus ou moins moderniste ? Cet Espace permet, également, de visualiser la façon dont **les différents groupes sociodémographiques** se positionnent à chaque période.

La très légère amélioration repérée en 2013 a été balayée cette année par une nouvelle aggravation du moral des Français. **L'année 2014 constitue le point le plus critique jamais enregistré** : même en 2008 ou en 2009, l'opinion n'était pas aussi sombre que cette année.

¹⁹ On trouvera la liste des variables retenues page suivante.

²⁰ Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année.

Rendons-nous compte : **seuls les hauts revenus échappent à la sinistrose ambiante et se positionnent à droite du plan.** Tous ceux qui, comme eux, bénéficiaient d'un relatif bien-être (les cadres, les diplômés du supérieur, les moins de 25 ans et ceux qui sont propriétaires de leur logement) ont basculé vers davantage de mécontentement et rejoint le gros de la troupe, dans la zone d'insatisfaction. Par ailleurs, le modernisme n'a pas progressé cette année : l'année 2013 reste le point le plus haut jamais atteint.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- 1.** EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE PERSONNEL AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.
- 2.** EVOLUTION RESSENTIE DU NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.
- 3.** EVOLUTION ATTENDUE DE SES CONDITIONS DE VIE DANS LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.
- 4.** SENTIMENT DE DEVOIR S'IMPOSER DES RESTRICTIONS SUR CERTAINS POSTES DE SON BUDGET.
- 5.** OPINION SUR SON CADRE DE VIE QUOTIDIEN.
- 6.** OPINION SUR LES DÉPENSES DE LOGEMENT (ARRIVE À Y FAIRE FACE OU PAS).
- 7.** SATISFACTION VIS-À-VIS DE SON ÉTAT DE SANTÉ PERSONNEL.
- 8.** SOUFFRANCE DE SYMPTÔMES OU MAUX DE SOCIÉTÉ (INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DU NOMBRE DE MAUX DONT ON SOUFFRE, PARMI LES SUIVANTS : MAUX DE TÊTE, MAL DE DOS, NERVOSITÉ, ÉTAT DÉPRESSIF, INSOMNIES).
- 9.** ACCORD AVEC L'IDÉE : "LA FAMILLE EST LE SEUL ENDROIT OÙ L'ON SE SENTE BIEN ET DÉTENDU".
- 10.** OPINION SUR LE MARIAGE : INDISSOLUBLE/DISSOUT SI PROBLÈME GRAVE/DISSOUT SI ACCORD.
- 11.** OPINION SUR LE TRAVAIL DES FEMMES.
- 12.** OPINION CONCERNANT L'EFFET DES DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE.
- 13.** OPINION SUR LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ (RÉFORMES RADICALES OU NON).
- 14.** OPINION SUR LA JUSTICE.
- 15.** ACCORD AVEC L'IDÉE : "LE MAINTIEN EN BONNE SANTÉ EST L'AFFAIRE DES MÉDECINS".
- 16.** ACCORD AVEC L'IDÉE : "ON EST MIEUX SOIGNÉ QUAND ON A DE L'ARGENT ET DES RELATIONS".

a) L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2014)

Seize variables actives contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »²¹. Les deux premiers axes factoriels, à savoir l'axe de « satisfaction/insatisfaction » d'une part et l'axe de « modernisme / traditionalisme » d'autre part (Graphique A1), délimitent quatre zones d'opinions très marquées (ou quadrants).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...) sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait**, aussi bien de ses conditions de vie personnelles que de celles de l'ensemble des Français, de son état de santé que du fonctionnement de la société. Contribuent le plus à la formation du 1^{er} axe : l'opinion sur l'évolution de son niveau de vie personnel depuis dix ans, l'opinion sur l'évolution du niveau de l'ensemble des Français, la projection de ses conditions de vie dans cinq ans et le fait de s'imposer des restrictions budgétaires.

A droite du Graphique A1 se trouve la zone dite de "satisfaction", où règne un relatif optimisme : on y pense que son niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français vont mieux depuis dix ans et que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. Les individus de cette zone ne s'imposent pas de restrictions sur leur budget ; ils jugent par exemple supportables leurs charges de logement. Ils ne croient pas que la société française a besoin de se réformer et estiment que la justice fonctionne bien dans notre pays.

A l'inverse, à gauche de cette même carte, se regroupent les individus "mécontents" qui se plaignent d'une dégradation de leur niveau de vie et qui anticipent, également, une détérioration de leurs conditions de vie futures. Ces individus ne sont satisfaits ni de leur état de santé (déclarant, au passage, de nombreuses douleurs psychosomatiques), ni de leur cadre de vie. Ils font face à des dépenses de logement lourdes et doivent régulièrement s'imposer des restrictions. Leur critique à

²¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 72 000 individus, interrogés lors des trente-six vagues d'enquêtes.

l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent, plus fréquemment, imposer à la société française des réformes radicales.

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

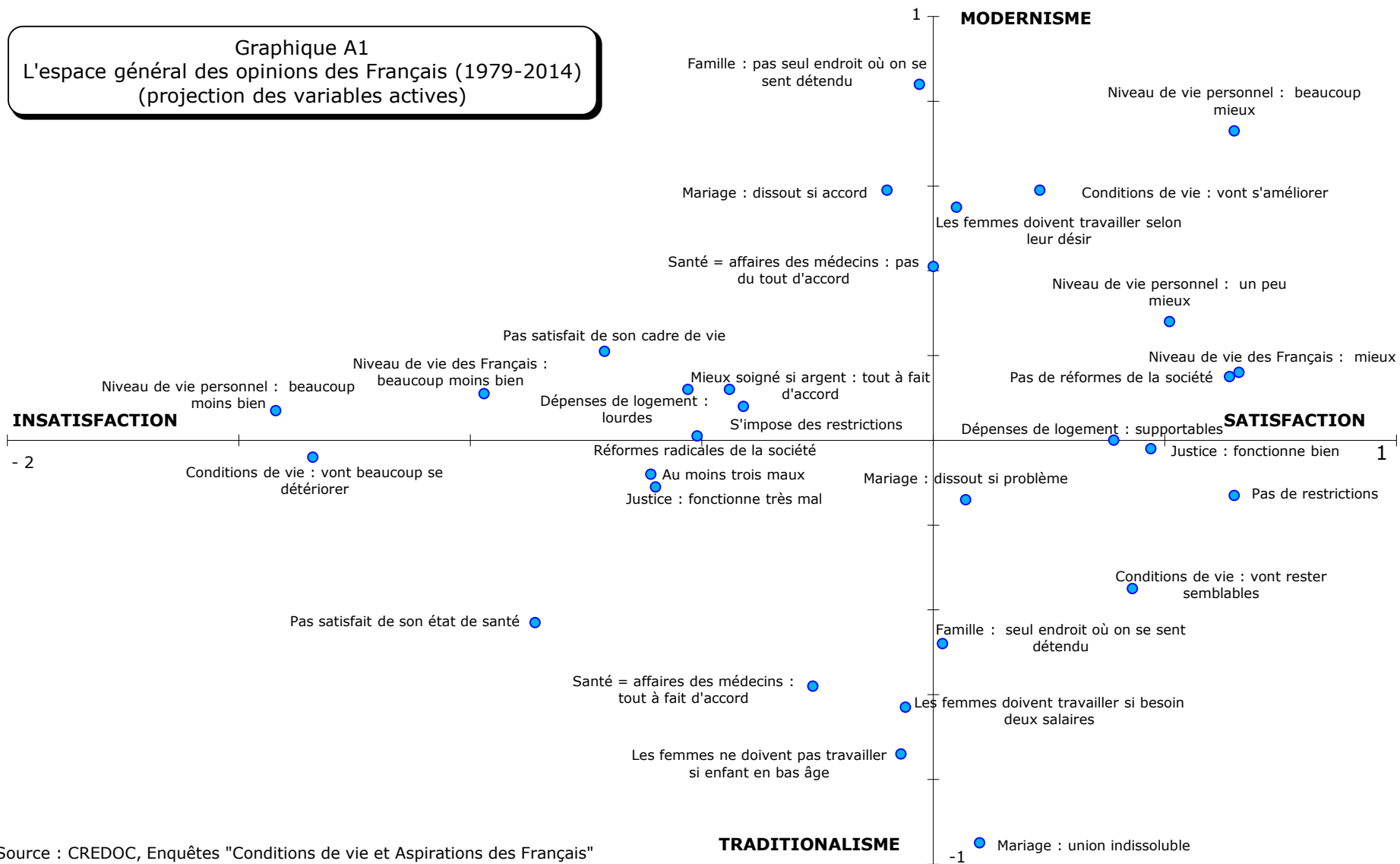
Le **deuxième axe** se résume, pour l'essentiel, à l'opposition entre modernisme et traditionalisme en matière de mœurs ; il se détermine, au premier chef, à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes (ces trois variables contribuant pour les deux-tiers à la constitution de cet axe factoriel).

En haut de la carte se projettent les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissous par simple accord des deux parties et que les femmes peuvent travailler selon leur bon plaisir.

Mais on notera que figurent également dans cette zone les individus **les plus confiants** quant à leurs conditions de vie à venir : le modernisme en matière de mœurs va de pair, désormais, avec une confiance en l'avenir plus marquée.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les individus qu'on peut qualifier de « traditionalistes » qui estiment que le mariage est une union indissoluble, qui érigent la famille en valeur refuge et restent réticents à l'activité féminine : selon eux, les femmes ne doivent travailler que si la famille ne s'en sort pas avec un seul salaire et, de toute façon, elles ne doivent jamais exercer une activité lorsqu'elles ont des enfants en bas âge. On trouve aussi, ici, les individus qui délèguent au médecin la responsabilité de leur état de santé.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2014)
(projection des variables actives)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

b) Trente-six ans d'évolution des opinions

La projection dans l'espace défini ci-dessus de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution, année après année, de la population française depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, de nombreux revirements et inflexions et il a, au fil des ans, séjourné dans chacun des quatre quadrants du plan factoriel. Si l'on se contente de comparer le début et la fin de la période, **le mouvement général s'est fait, simultanément, vers un modernisme accru s'agissant des mœurs et vers une plus grande insatisfaction quant à ses conditions de vie** : la position de l'opinion en 2014 est symétrique à ce qu'elle était en 1979.

Dans le détail, des mouvements de balanciers entre optimisme et pessimisme se sont succédés depuis les années quatre-vingt, avec aussi des avancées et des reculs s'agissant de tolérance vis à vis des mœurs, mais sans doute de moindre amplitude.

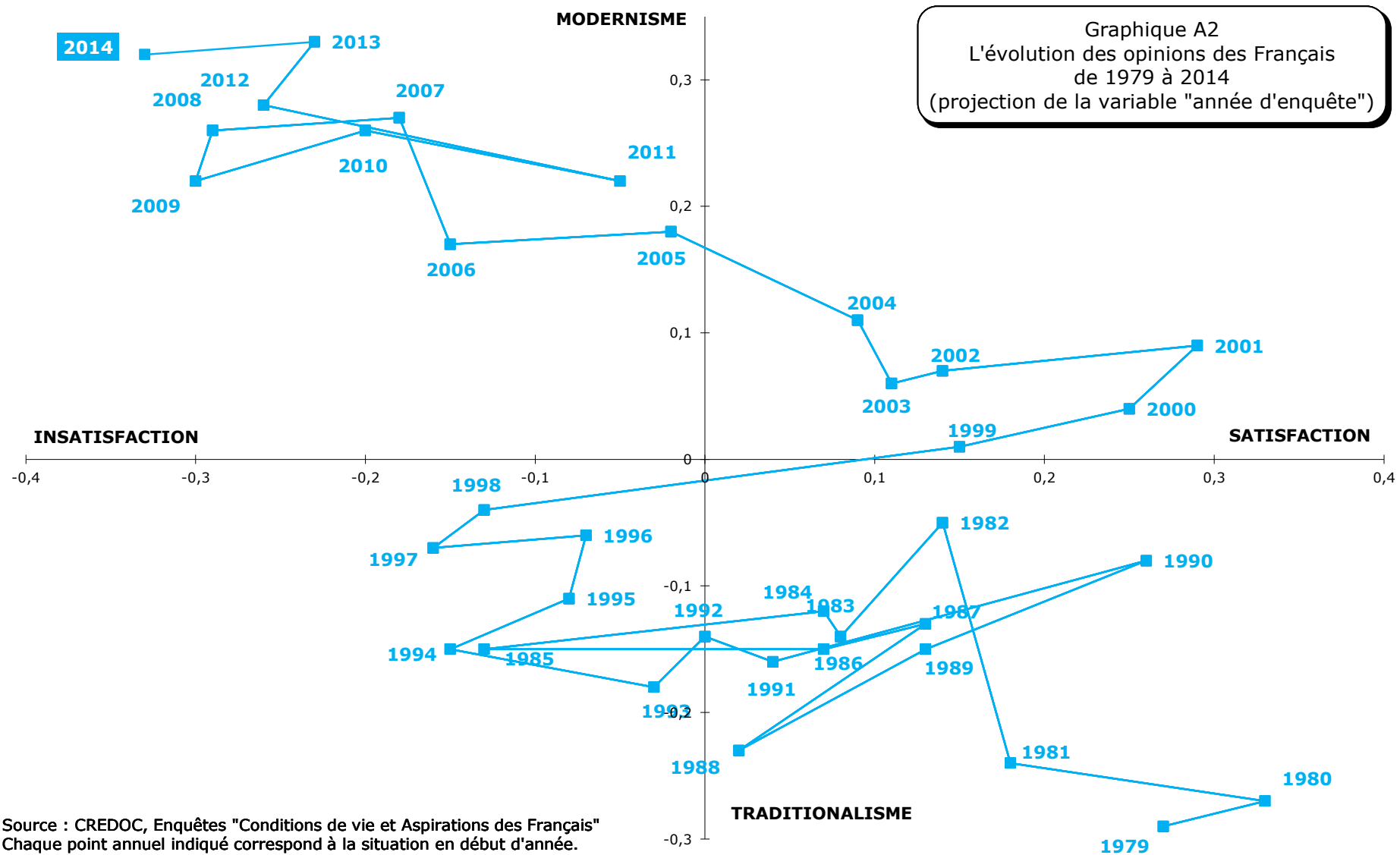
La décennie 80 débute dans le deuxième quadrant du plan factoriel, teinté d'optimisme mais baignant encore dans un fort traditionalisme en matière de mœurs. A part une brève incursion, en 1985, dans la zone d'insatisfaction, les premières années d'enquête se trouvent à droite du plan. En revanche, en bas et à gauche de la carte, on repère très clairement **les années noires** du milieu des années 1990, dans le sillage de la crise économique de 1993 : tous les points de 1993 à 1998 ont des abscisses négatives.

En 1999, le moral des ménages s'améliore significativement et l'opinion bascule radicalement de la gauche vers la droite de la carte, de l'insatisfaction vers la satisfaction. Jamais l'opinion n'a parcouru un tel chemin en si peu de temps. Et c'est également à ce moment que l'opinion progresse vers plus de modernité, franchissant pour la première fois l'axe des abscisses : jamais plus l'opinion ne descendra au sud de la carte.

De 1999 à 2004, l'opinion reste dans le premier quadrant du plan, avec, globalement, un sentiment de satisfaction dominant. Pourtant, **à partir de 2005, s'opère une véritable « descente aux enfers »**, avec ses dégradations successives du moral des ménages, se traduisant sur le graphique par une translation de droite à gauche de l'espace des opinions. **Les années 2008 et 2009, en particulier, ont établi de nouveaux records de mécontentement** mais, contrairement à la précédente crise, les points se situent désormais dans le haut du plan : la morosité est, certes, très prononcée mais nos concitoyens ont également, en une décade, évolué vers davantage de modernisme.

En 2010 et, surtout, en 2011, l'opinion s'était rassérénée, se rapprochant même de la zone de satisfaction. En 2012, on constate une nouvelle brusque dégradation du moral des Français, qui s'améliore à peine en 2013. La timide progression de l'an dernier n'est pas malheureusement pas confirmée cette année. **Un nouvel accès d'insatisfaction place 2014 très à gauche dans le plan factoriel : depuis 36 ans, jamais les Français n'ont été aussi mécontents de leurs conditions de vie.**

S'agissant de modernisme, l'opinion ne progresse pas cette année : 2013 reste à ce jour le point le plus haut (et donc le plus moderniste en matière de mœurs) depuis que l'enquête existe.



2014 se situe donc dans le quatrième quadrant, dans la zone cumulant modernisme et insatisfaction ; il témoigne ainsi d'une grande insatisfaction marquée d'un modernisme convaincu. Pour autant, cela reste un positionnement moyen, celui de l'ensemble de la population. Afin de repérer les éventuelles spécificités du corps social, nous avons donc projeté, dans l'espace des opinions, la situation, en 2014, des principaux groupes sociaux en fonction de l'âge, de la situation par rapport à l'emploi ou du niveau de vie (Graphique A3).

Que voit-on quand on examine le positionnement de ces différents groupes dans l'espace des opinions ?

La plupart des composantes du corps social se situent dans le quatrième quadrant, partageant le marasme et l'ouverture d'esprit quant aux mœurs qui caractérisent notre période. Très peu échappent à cette localisation :

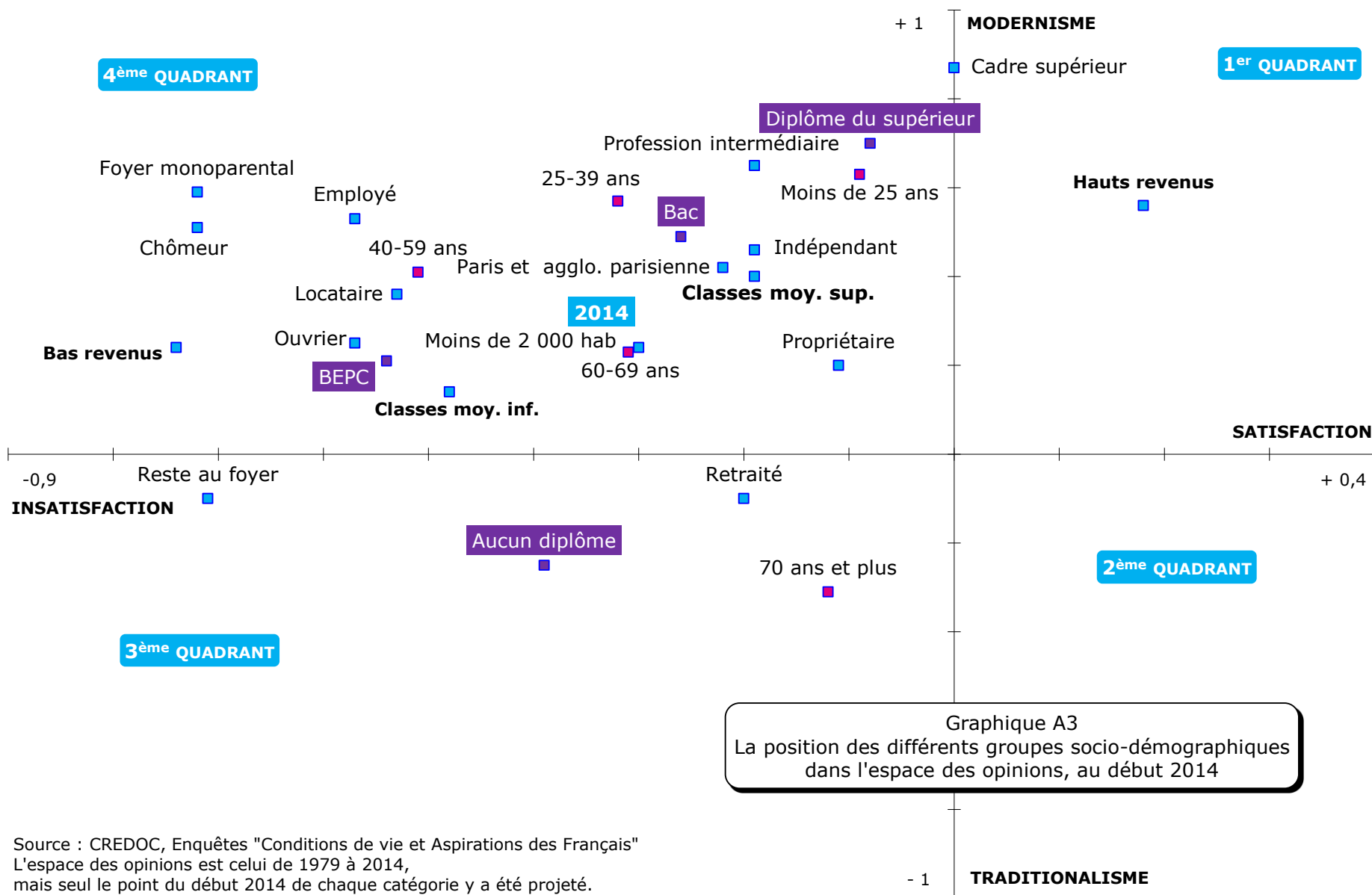
- Cette année, **un unique groupe** se retrouve du « bon côté » du plan, celui où la satisfaction l'emporte : il s'agit **des hauts revenus** (ceux dont le niveau de vie, c'est à dire le revenu du foyer pondéré par le nombre de personnes, est supérieur à 1,5 fois la médiane). Les jeunes de moins de 25 ans, les personnes propriétaires de leur logement et les diplômés de l'enseignement supérieur ont quitté cette année cette zone de confort. Les cadres supérieurs, pour leur part, en sont à la limite : ils sont exactement sur l'axe vertical, entre satisfaction et insatisfaction.
- On comptabilise, en revanche, **quatre** groupes (et non plus trois) avec des ordonnées négatives donc qui se situent dans le bas du plan, dans la zone de traditionalisme : **les personnes au foyer** ont rejoint les **retraités**, les **plus âgés** et les **non-diplômés**.

La dispersion liée au positionnement sur le premier axe (satisfaction / insatisfaction) est plus marquée que celle liée au second axe (modernisme / traditionalisme). Les abscisses s'échelonnent en effet de - 0.74 (bas revenus) à + 0.56 (hauts revenus). Le premier axe oppose, de fait, les personnes ayant un fort capital culturel et économique, aux plus fragiles (personnes au foyer, chômeurs, foyers monoparentaux, bas revenus). Le niveau de vie épouse parfaitement le premier axe, témoignant de l'influence très forte du niveau des revenus sur la perception des conditions de vie et du fonctionnement de la société.

Sur le second axe, les ordonnées varient de - 0.31 (les 70 ans et plus) à + 0.87 (cadre). L'âge, mais aussi le niveau de diplôme, expliquent le positionnement sur cet axe : les plus âgés et les moins diplômés sont les plus conservateurs ; les jeunes et les diplômés sont les plus ouverts au changement.

On notera cette année que si les cadres restent les champions de la modernité, ils ont cédé du terrain s'agissant du moral économique, jusqu'à quitter le premier quadrant, – le plus favorable – pour y laisser seuls les individus aux niveaux de vie les plus élevés.

L'année 2014 témoigne, certes, d'un très fort marasme mais on croit déceler une moindre disparité des situations. Des groupes plutôt favorisés l'an dernier (jeunes, cadres, diplômés, propriétaires) affichent un moral en berne tandis que des groupes particulièrement mal lotis (foyers monoparentaux, chômeurs, non-diplômés) auraient perçu une amélioration de leur situation.



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
L'espace des opinions est celui de 1979 à 2014,
mais seul le point du début 2014 de chaque catégorie y a été projeté.

c) Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes sociodémographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories sociodémographiques sur la même période. Par souci de lisibilité, nous avons fait le choix de ne présenter que les évolutions intervenues sur la dernière décade, de 2004 à 2014.

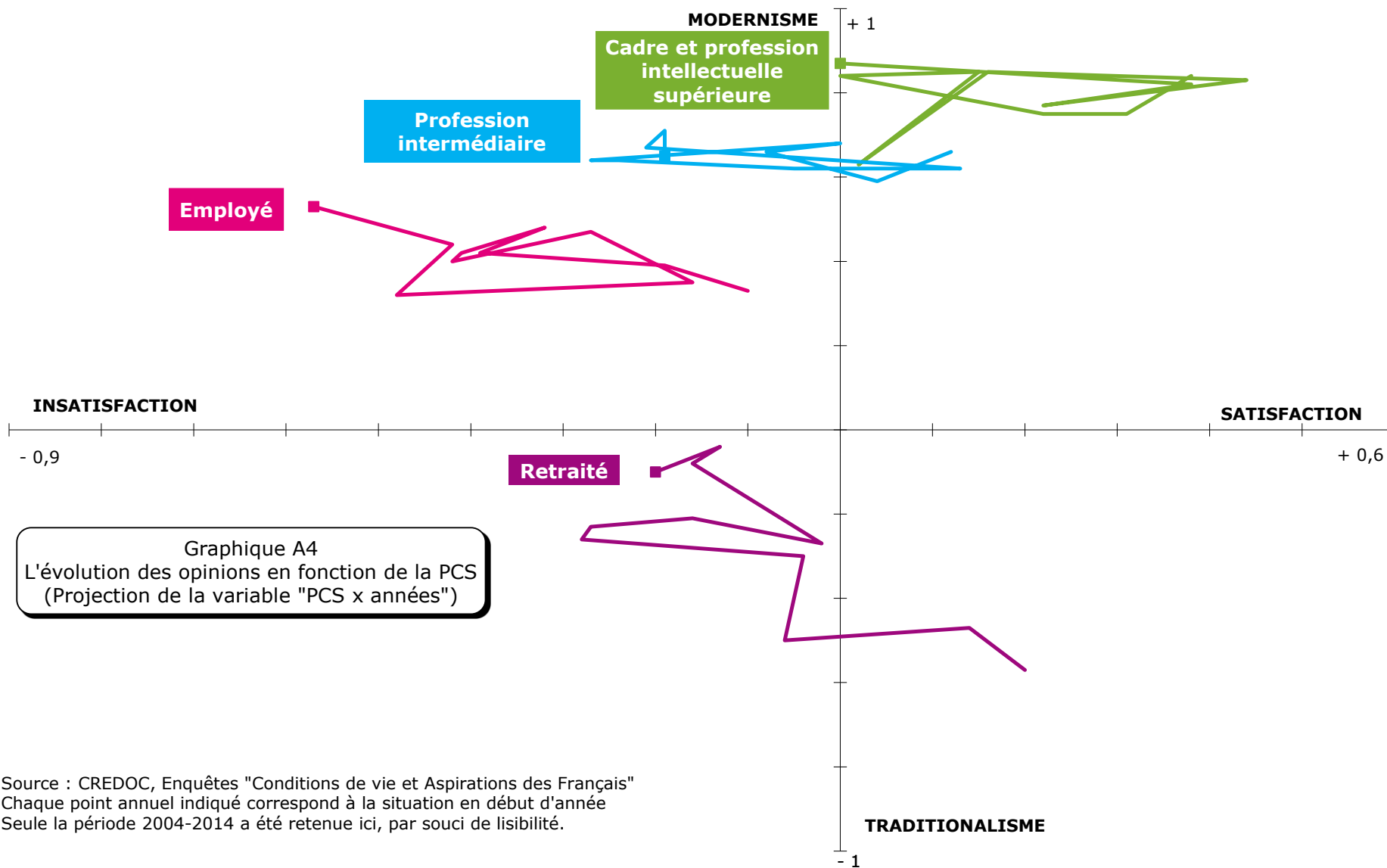
Comme en 2013, les mouvements dans l'espace des opinions en 2014 sont plutôt **d'ampleur limitée**. Si la majorité des groupes se trouvent translatés vers la gauche (vers davantage de mécontentement), certains connaissent aussi une amélioration de leur moral. **Cette amélioration concerne les individus les plus en difficulté** (chômeurs et foyers monoparentaux, par exemple).

- **ANALYSE SELON LA PROFESSION-CATÉGORIE SOCIALE** : l'information la plus importante concerne les cadres, qui affichent en 2014 une brutale perte de confiance et de moral. La translation vers la gauche du plan, vers davantage de mécontentement, est également sensible pour les employés, les ouvriers et les travailleurs indépendants (Graphique A4). Pour les membres des professions intermédiaires et les retraités, en revanche, il n'y a que peu de différences avec 2013. Les personnes au foyer feraient même état d'un léger mieux dans leur moral au prix, il est vrai, d'une poussée de traditionalisme (Graphique A4 bis).
- **ANALYSE SELON LA SITUATION D'EMPLOI** (Graphique A5) : cette année, ce sont les actifs occupés qui semblent le plus impactés par la dégradation du niveau de satisfaction. A l'inverse, les chômeurs regagneraient un peu de confiance en l'avenir (les inactifs n'évoluant guère sur la période). Dans le plan factoriel, actifs occupés et chômeurs témoignent du même niveau de modernisme. Les inactifs (pour beaucoup retraités) se positionnent bien en-dessous. Mais, depuis 10 ans, la tendance est, indéniablement, à une plus grande perméabilité à des opinions naguère jugées avant-gardistes : depuis trois ans, les inactifs se projettent au-dessus du 1^{er} axe.
- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME** (Graphique A6) : ce sont les non-diplômés qui signent la trajectoire la plus favorable cette année, alors que toutes les autres catégories (des plus diplômés aux titulaires du Bepc) voient leur moral fléchir. On remarque par ailleurs que plus on est diplômé et plus on fait preuve de modernisme en matière de mœurs.

- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE VIE** (Graphique A7) : la population a été scindée en quatre en fonction de son niveau de vie²², des bas revenus aux hauts revenus. Comme on l'a déjà signalé, ces groupes se projettent essentiellement selon le premier axe : aux plus favorisés les jugements les plus sereins, aux bas revenus les critiques les plus sévères. Tous les groupes, ici, évoluent simultanément vers la gauche du plan, vers plus de mécontentement.
- **ANALYSE SELON L'ÂGE** (Graphique A8) : les cinq catégories d'âge étudiées, elles aussi, se déplacent dans un même ensemble vers la gauche du graphique. Les 40-59 ans sont, de loin, les plus insatisfaits. On remarque que plus on est jeune et plus on témoigne d'un modernisme convaincu sur les questions de mœurs (famille, mariage, travail des femmes). Nous proposons une autre vision, complémentaire, reposant sur l'analyse des différentes générations de Français (Graphique A8-bis). Pour les générations les plus anciennes (1927-1936 jusqu'à 1957-1966), les gains en modernisme sont très nets : toutes les courbes sont placées les unes au-dessus des autres. Pour les générations les plus récentes, les écarts sur ce thème sont moindres. En 2014, toutes les générations s'enfoncent vers davantage de déprime ; les plus anciens réussissant néanmoins à rester dans la partie droite du plan.
- **ANALYSE SELON LE STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT** (Graphique A9) : tous les groupes ont connu la même dégradation de leur moral et tous ont été translatés vers la gauche. Les propriétaires ont ainsi quitté la zone de confort qu'ils occupaient l'an dernier tandis que les locataires sont les plus insatisfaits de tous²³.
- **ANALYSE SELON LA TAILLE DE L'AGGLOMÉRATION DE RÉSIDENCE** (Graphique A10) : qu'on soit rural ou parisien, la vision de sa situation personnelle et de celle des Français diffère peu. Les mouvements observés sont les mêmes et les écarts, finalement, assez réduits entre les ruraux et les habitants de la capitale.
- **ANALYSE SELON LA STRUCTURE FAMILIALE** (Graphique A12) : les couples, avec ou sans enfants, et les célibataires évoluent en 2014 vers davantage d'insatisfaction. Seuls les foyers monoparentaux échappent à ce mouvement : ils se déplacent, légèrement, vers la droite. Les foyers monoparentaux restent cependant, et de très loin, les plus insatisfaits.

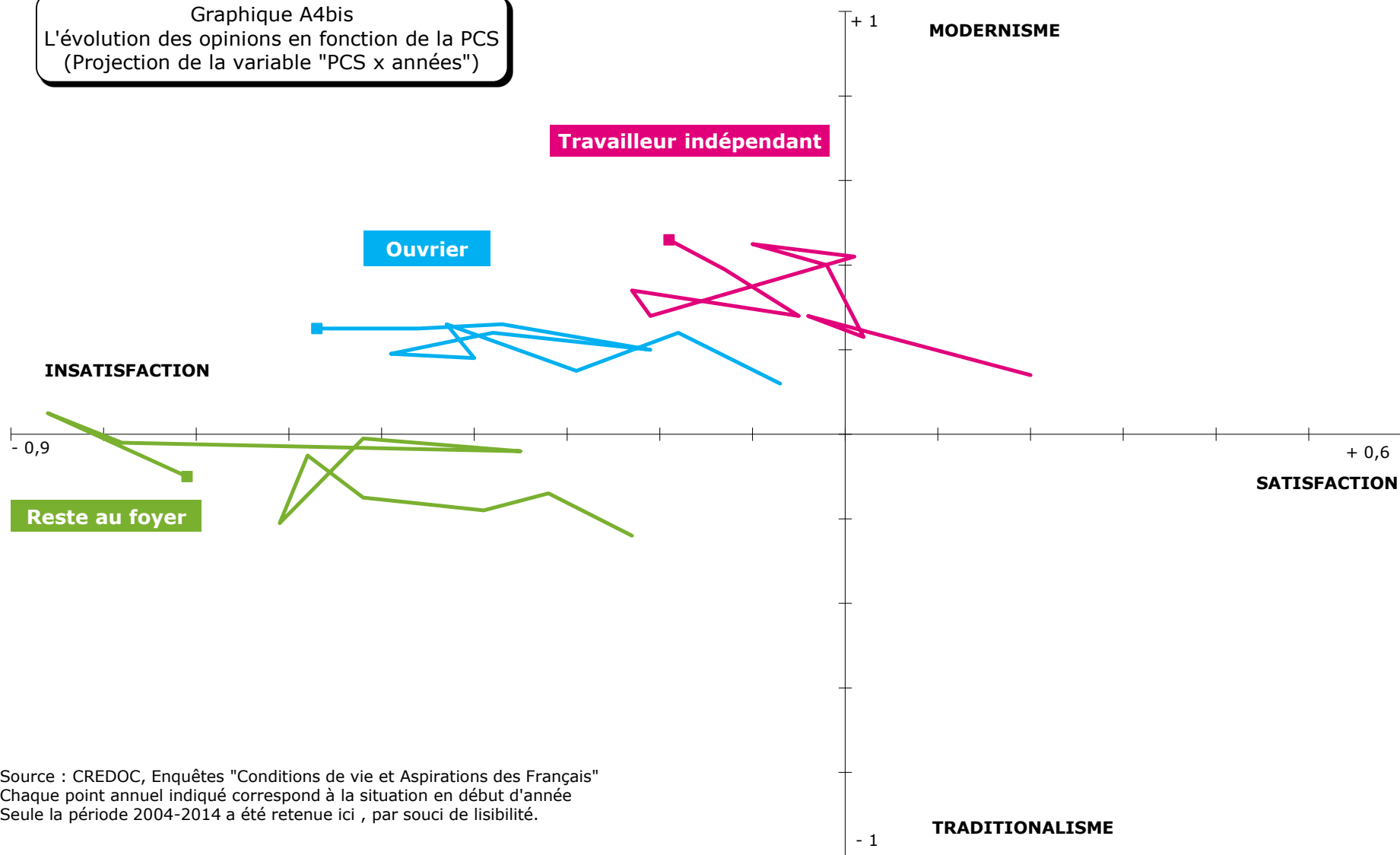
²² Le « niveau de vie » tient compte à la fois des revenus du foyer et du nombre de personnes composant celui-ci. Les revenus ainsi pondérés sont analysés par rapport à la médiane de la distribution : les personnes dont le niveau de vie est inférieur à 0,7 fois la médiane sont classés dans les bas revenus ; les classes moyennes inférieures disposent d'un revenu compris entre 0,7 et 1 fois la médiane ; les classes moyennes supérieures entre 1 et 1,5 fois la médiane. Les hauts revenus bénéficient d'un niveau de vie supérieur à 1,5 fois la médiane.

²³ Pour plus d'information sur le thème du logement, lire M. Babès, R. Bigot, S. Hoibian, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>



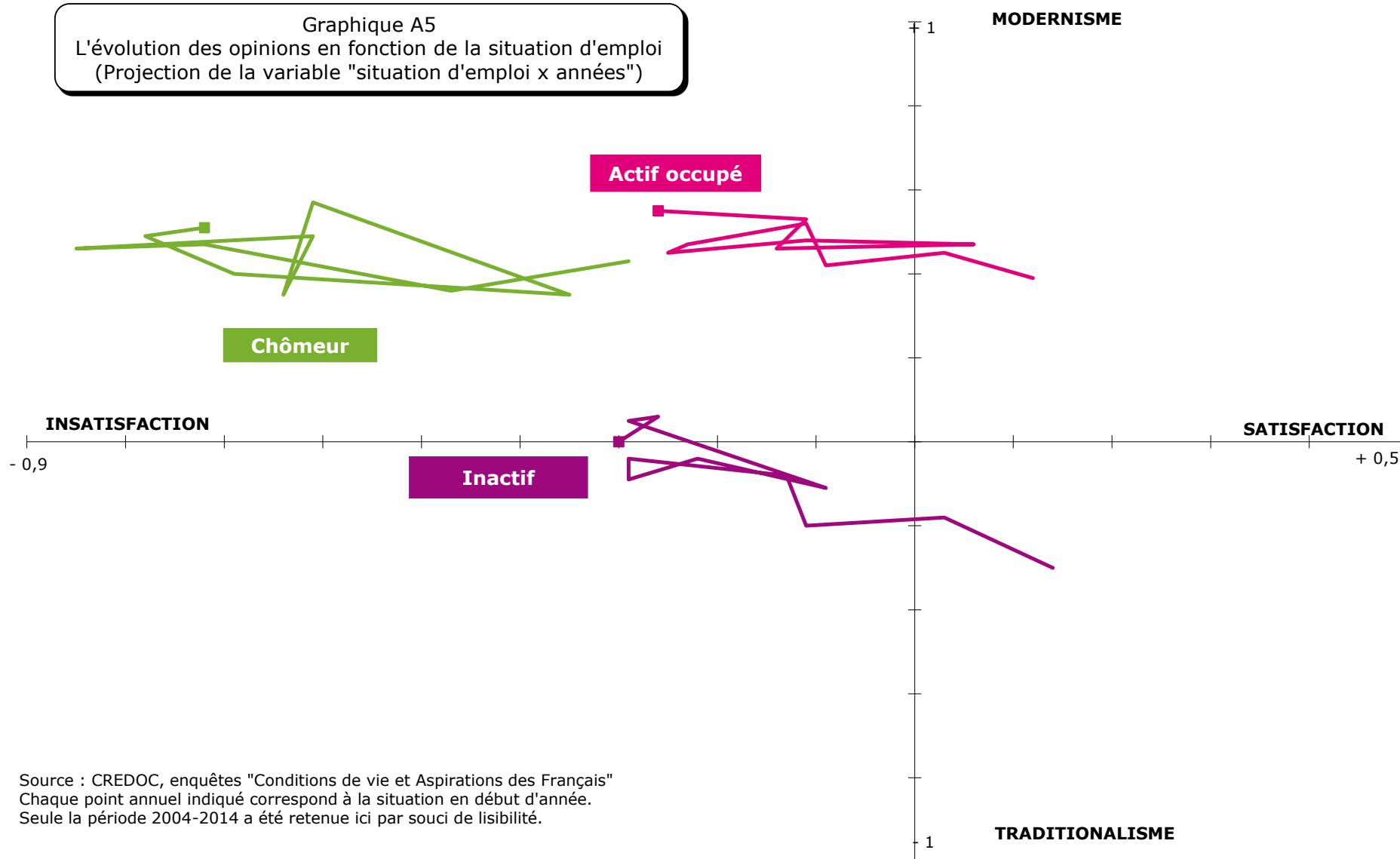
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A4bis
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "PCS x années")

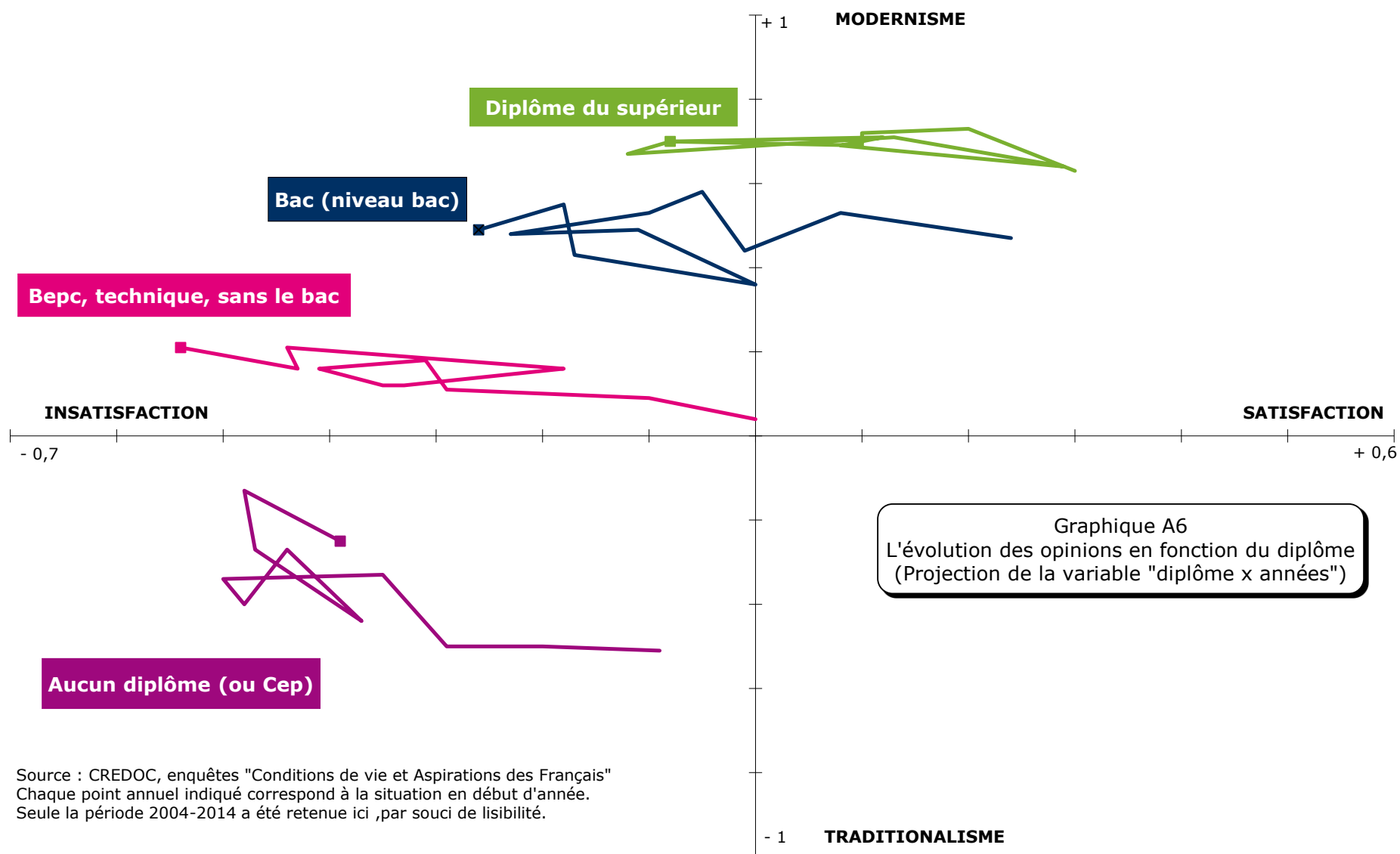


Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

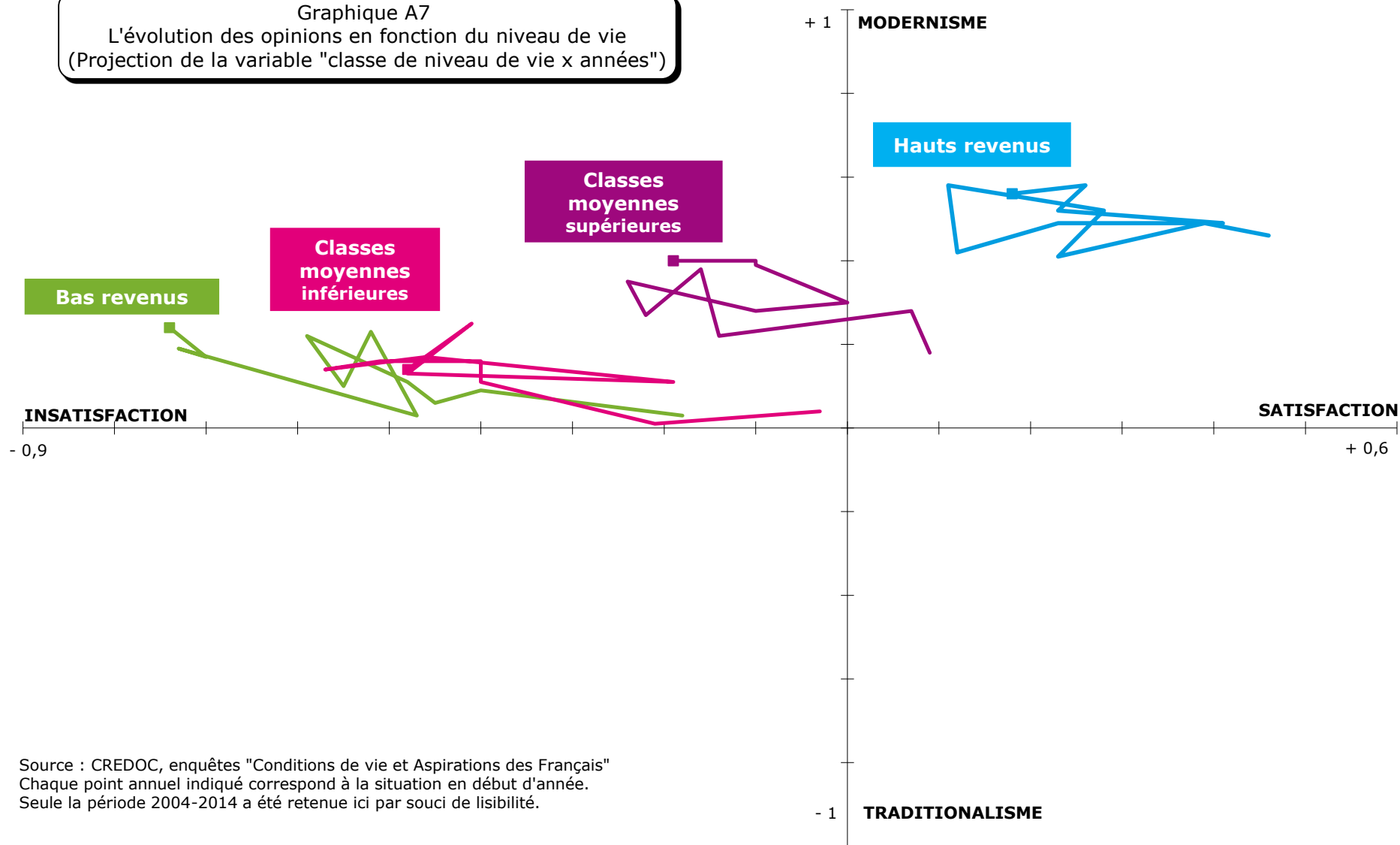
Graphique A5
L'évolution des opinions en fonction de la situation d'emploi
(Projection de la variable "situation d'emploi x années")



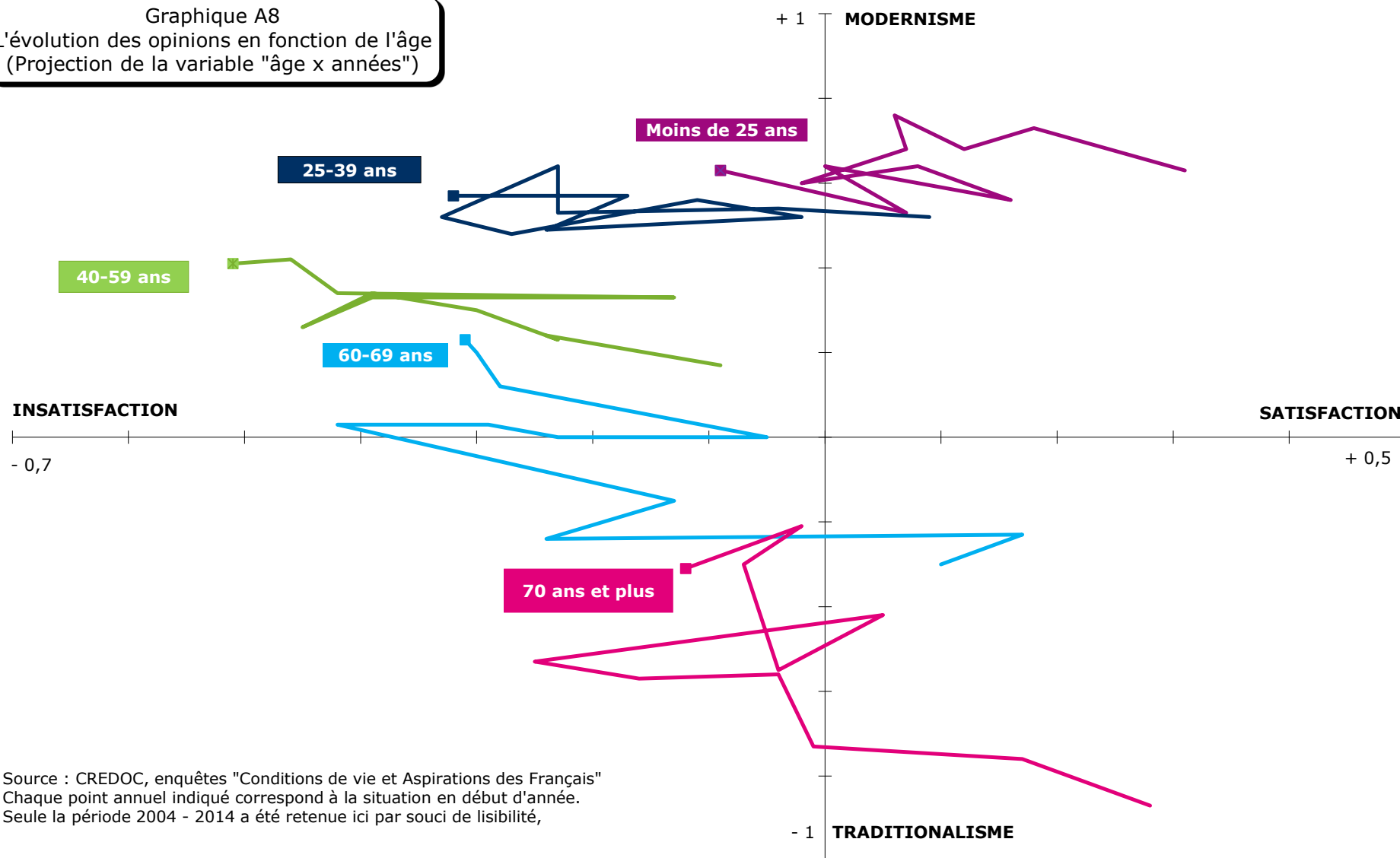
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici par souci de lisibilité.



Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction du niveau de vie
(Projection de la variable "classe de niveau de vie x années")

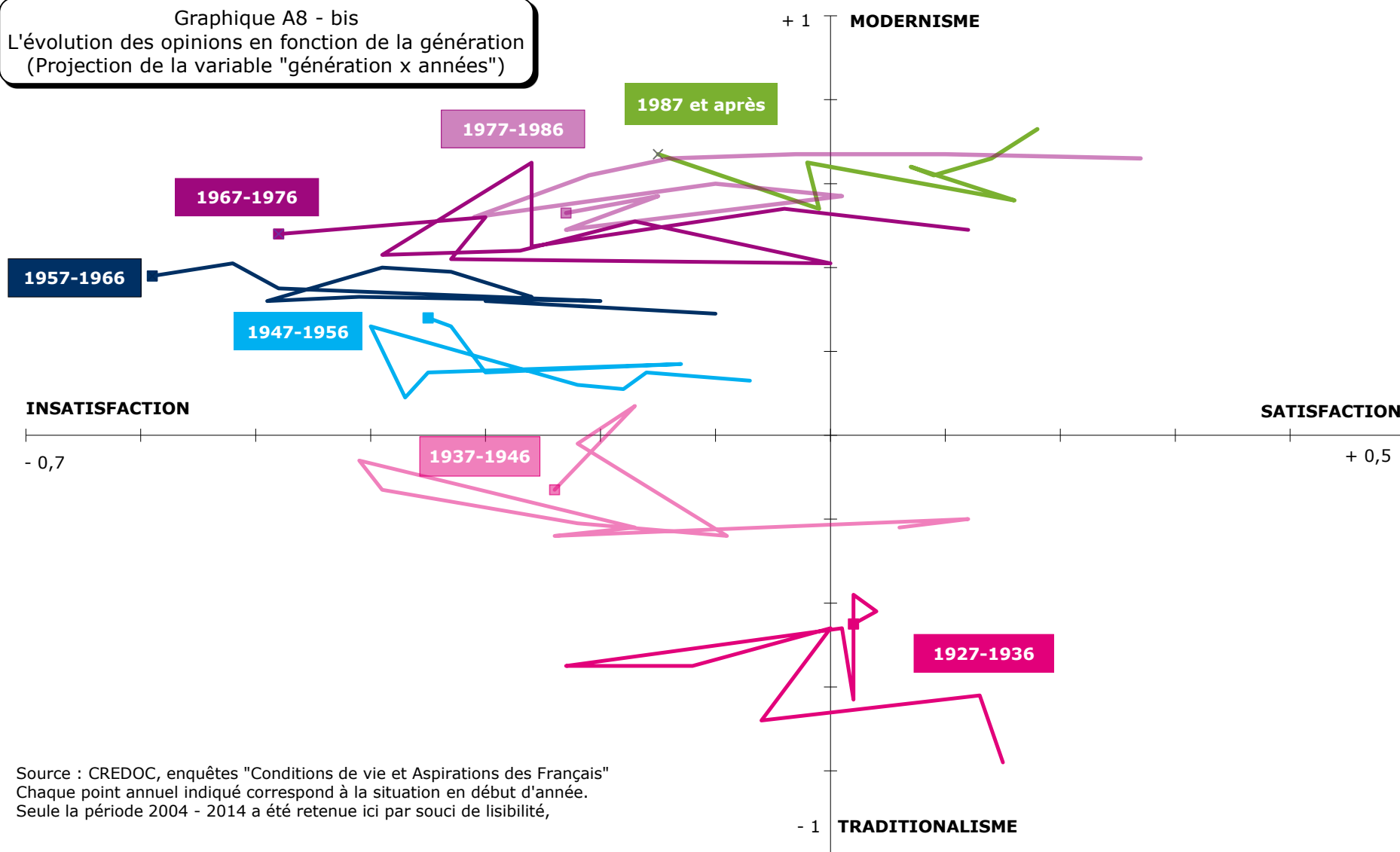


Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction de l'âge
(Projection de la variable "âge x années")



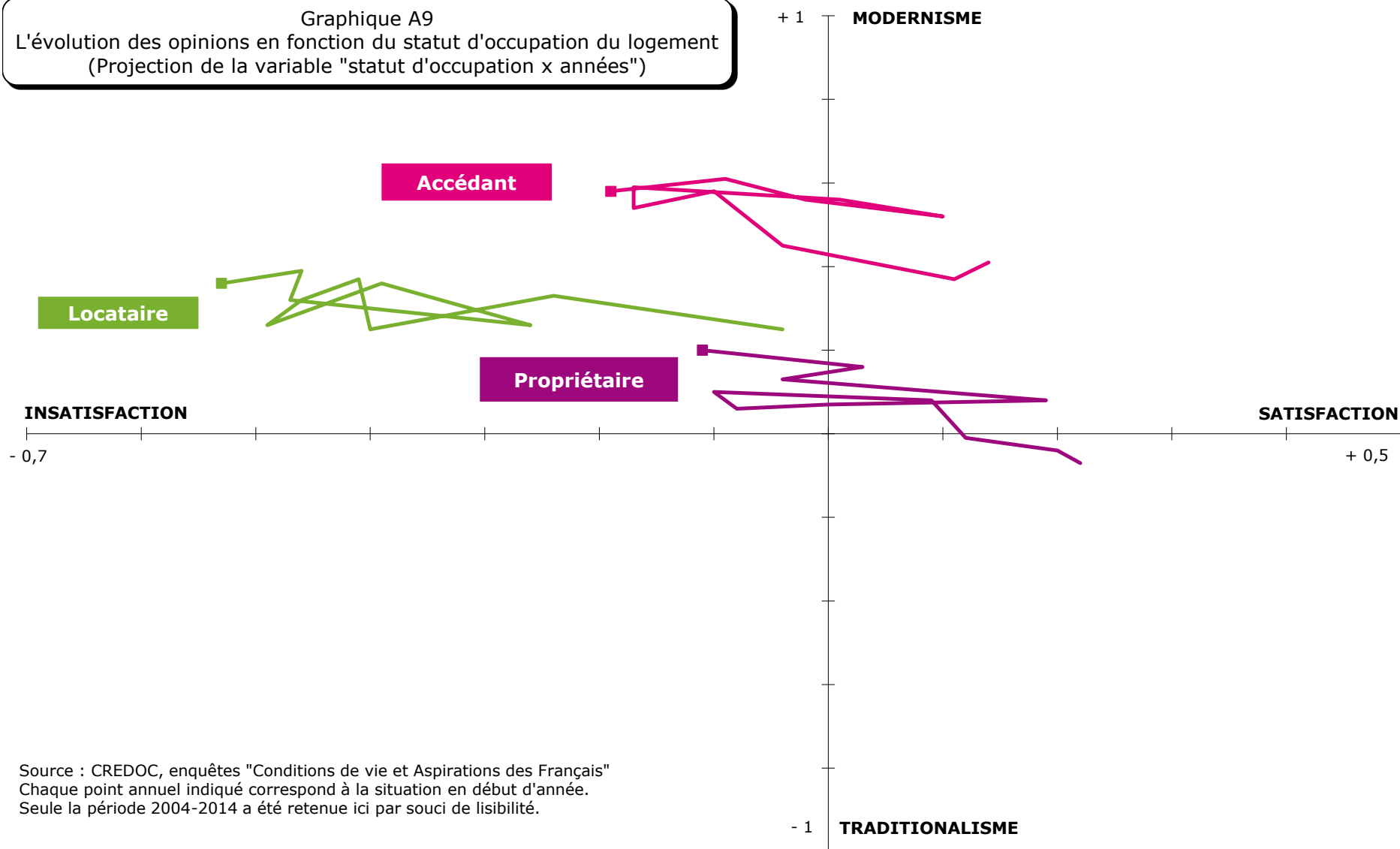
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004 - 2014 a été retenue ici par souci de lisibilité,

Graphique A8 - bis
L'évolution des opinions en fonction de la génération
(Projection de la variable "génération x années")



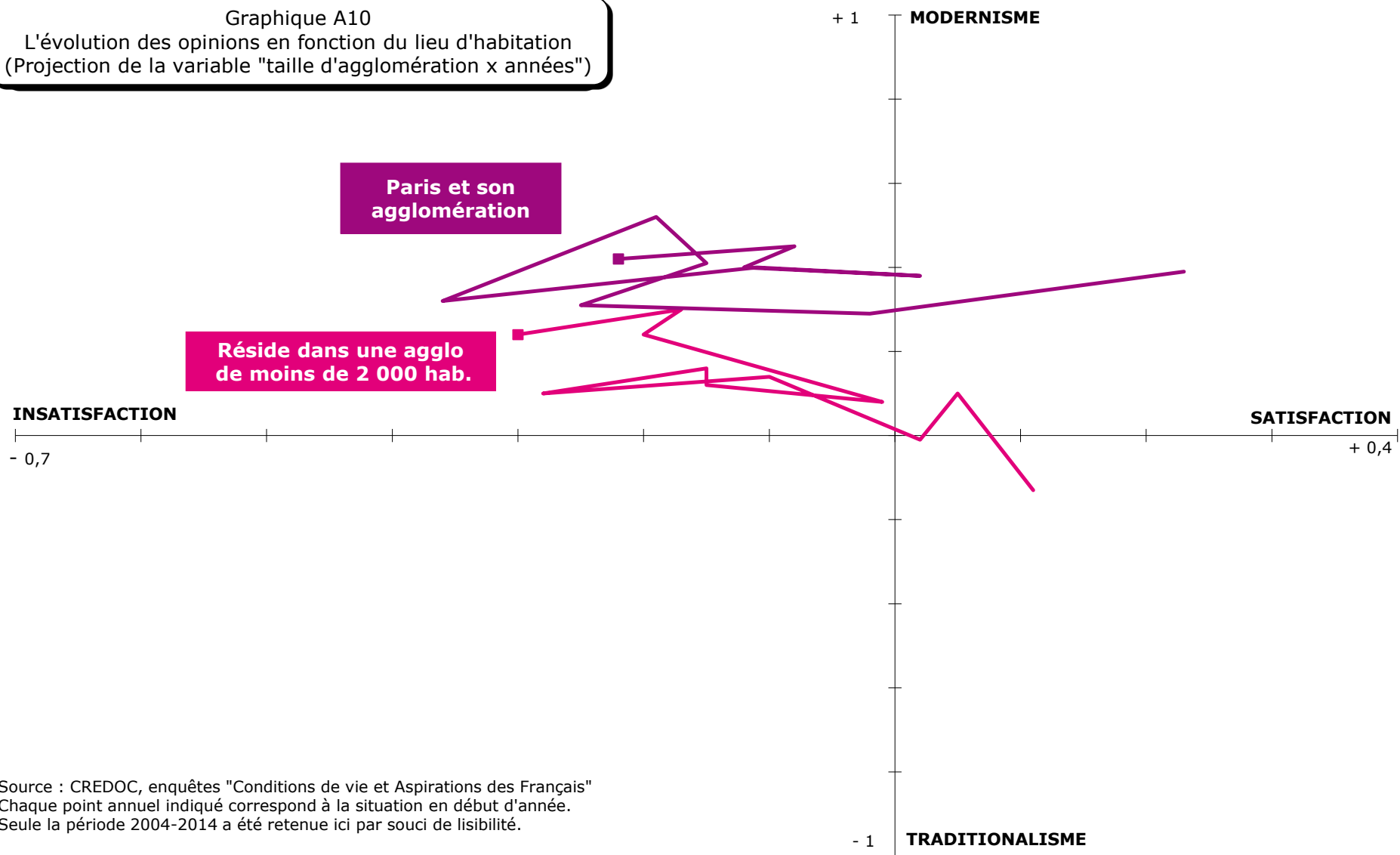
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004 - 2014 a été retenue ici par souci de lisibilité,

Graphique A9
L'évolution des opinions en fonction du statut d'occupation du logement
(Projection de la variable "statut d'occupation x années")



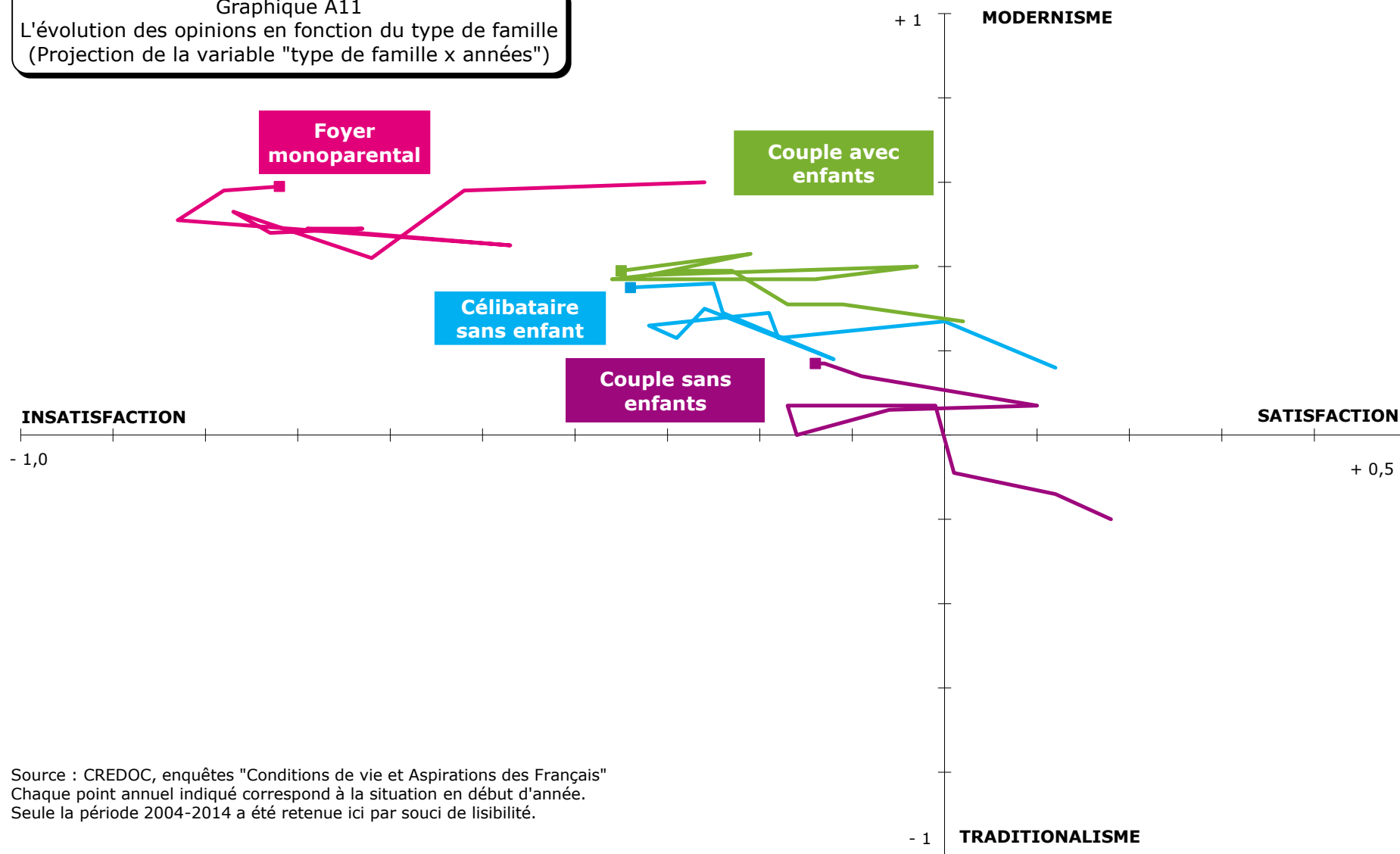
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A10
L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
(Projection de la variable "taille d'agglomération x années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A11
L'évolution des opinions en fonction du type de famille
(Projection de la variable "type de famille x années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2004-2014 a été retenue ici par souci de lisibilité.